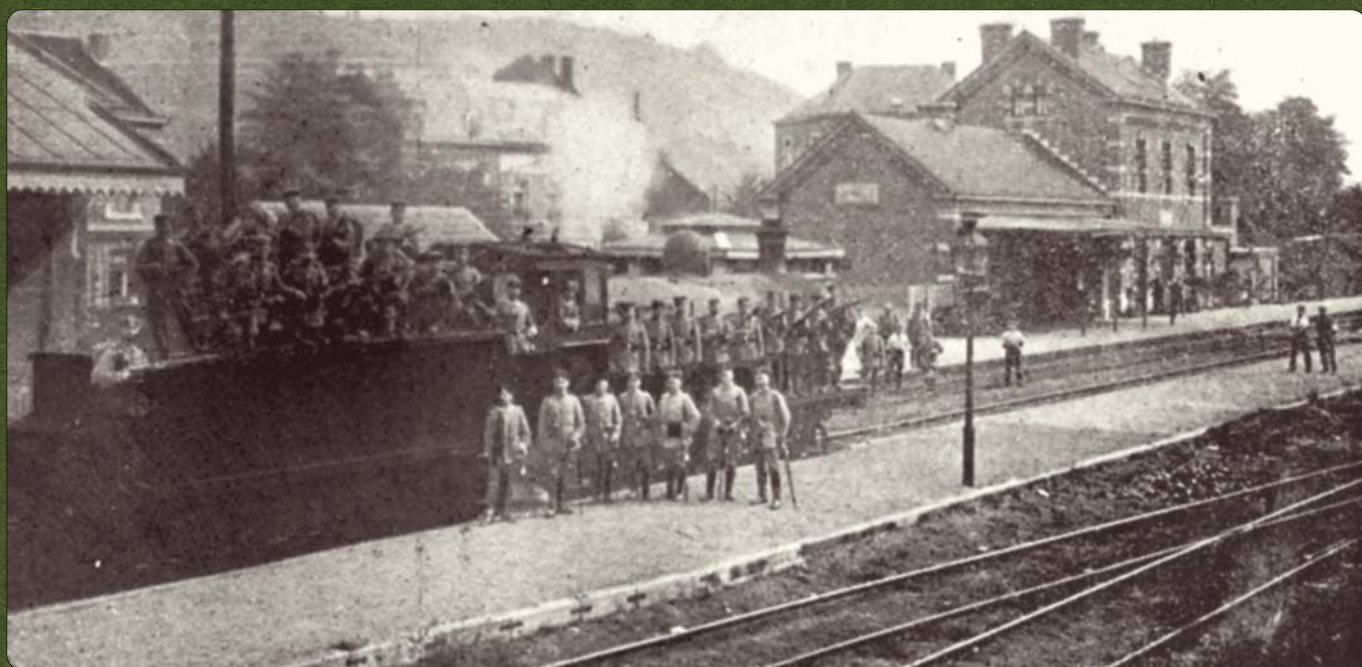


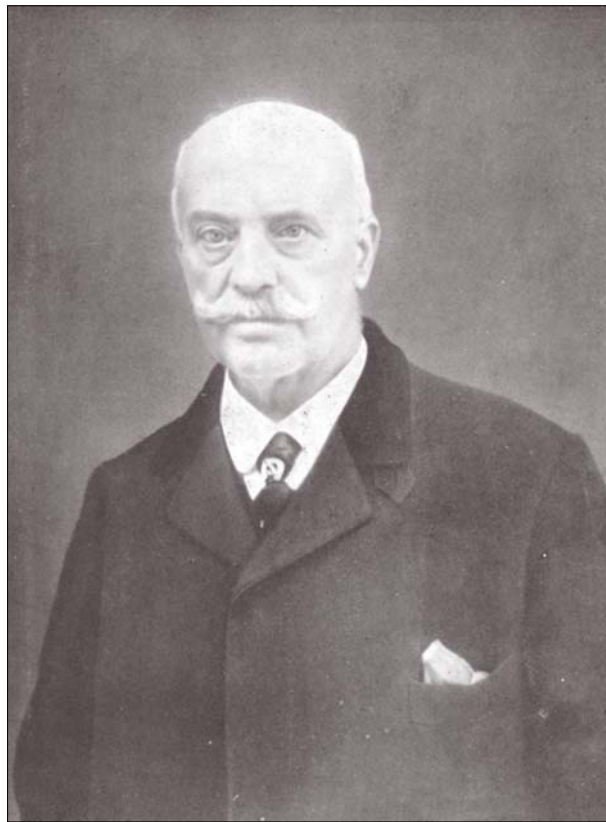
Un bourgmestre sous l'occupation allemande

**Mémoires laissés par le D^r Joseph Thiry
ff. bourgmestre d'AYWAILLE
(août 1914 – janvier 1916)**

annotés et publiés par son fils D^r Louis Thiry



**REMOUCHAMPS - IMPRIMERIE G. STEINMETZ-HAENEN
1923**



D^r Joseph THIRY

Notice biographique

Après de brillantes études au Collège de N.-D. de Bellevue, à Dinant, et à l'Université de Liège, le Docteur THIRY s'établit à Aywaille en 1872.

Durant sa longue carrière, il sut se concilier l'estime de tous par son dévouement et sa probité professionnelle.

Dès 1884, il siégea au Conseil communal; en 1896, cédant aux instances de la population tout entière, le Roi l'appela aux fonctions de bourgmestre. Dans sa carrière administrative comme dans sa vie professionnelle, il ne cessa de s'inspirer des principes de devoir, de désintéressement et de dévouement, qui formaient le fond de son caractère.

Dès les premiers jours de la guerre, n'écoutant que son courage et son abnégation, il n'hésita pas à reprendre les fonctions qu'il avait exercées autrefois avec tant de maîtrise; son tact et son sang-froid ne s'y démentirent jamais.

La mort seule, due aux fatigues et aux soucis de cette époque troublée, put lui faire abandonner son poste.

Fils dévoué, bon époux, père aimant, grand citoyen, il ne laisse que des regrets, avec le souvenir d'une conscience sans reproche, d'un courage sans faiblesse, au service de la Patrie et du Devoir.

En couverture :

– L'infanterie allemande en marche vers Aywaille.

– 20 août 1914 : la première locomotive entrée en gare depuis l'obstruction de la ligne de l'Amblève le 3 août 1914.

Petit livre remis en page par et pour le site www.eglise-romane-tohogne.be en juillet 2014
à l'occasion de la commémoration du Centenaire de la Grande Guerre

Ces notes sont un mémorial destiné à être lu à la première séance que mon regretté père espérait et souhaitait présider dès le départ de l'ennemi.

Il ne lui a pas été donné de savourer cette joie suprême de la victoire.

Je crois remplir un devoir filial en offrant ce souvenir à ceux qui l'ont connu, aimé et assisté dans la tâche de préserver ses administrés des maux de la guerre, sans rien sacrifier à l'ennemi détesté.

Docteur Louis THIRY

Aywaille, août 1921.

Un bourgmestre sous l'occupation allemande

Je dédie ces quelques pages à mes collègues du Conseil ainsi qu'aux habitants désireux de connaître les diverses péripéties qui se sont succédé à Aywaille depuis la guerre.

Dans la matinée du 4 août, nous étions réunis, le bourgmestre et quelques conseillers ou fonctionnaires communaux, dans les salles et bureaux de l'Hôtel de Ville.

Le bruit courait que l'armée allemande avait envahi le territoire belge. Nous nous demandions si l'obstruction des routes faite la veille, d'après les ordres de l'autorité militaire, retarderait beaucoup la marche des ALBOCHES et si nous ne devions pas aussi faire sauter les ponts et travaux d'art.

Je proposai de téléphoner d'abord au Gouvernement provincial; la communication obtenue nous met en rapport au Greffe d'où l'on répond que Monsieur le Gouverneur va être prévenu. L'attente paraissant longue, je téléphone aux bureaux du Gouverneur de la position fortifiée, rue Saint-Léonard, et j'entre en conversation avec un officier supérieur de l'État-Major qui s'enquit immédiatement jusqu'où étaient arrivées les troupes ennemies. Ne pouvant le renseigner à ce sujet, je demande les instructions à suivre: faut-il miner et faire sauter les ponts, les rochers, etc.? Pouvons-nous compter sur l'envoi de bataillons de Liège pour nous aider et nous soutenir? La réponse fut que nous devions employer le plus possible de moyens de destruction. J'insiste, mais en vain, pour savoir si nous aurions des troupes; je n'obtiens d'autre réponse que de faire tout pour entraver le passage des Allemands.

Une heure après, le chef de gare nous informe qu'il apprend de son collègue de La Gleize l'arrivée des ennemis se dirigeant vers Stoumont. Je veux en informer le commandant de Liège; mais le téléphone ne fonctionnant plus, j'adresse un télégramme pour annoncer la nouvelle et demander la suite à donner à ma communication de tantôt. Aucune réponse ne m'est donnée. (1)

Ne pouvant compter sur l'arrivée des troupes (2) et ne voulant pas exposer le village à être inutilement saccagé ou détruit, nous renonçons à l'emploi de moyens de destruction.

Et cependant nous disposons d'ouvriers de métier ayant poudre, mèches et dynamite!

Et, dans l'après-midi passaient les premiers escadrons de

l'avant-garde: (3) tous jeunes et pimpants cavaliers, pleins d'ardeur, d'enthousiasme et de gaieté, aux visages rayonnants! Ces beaux gars dont bien peu sans doute reverront leur pays avaient franchi avec la plus grande adresse et facilité les obstacles qui obstruaient les routes.

Le lendemain arrivaient les premiers régiments d'infanterie (4); à leur passage pendant la nuit à Quarreux et Nonceveux, ils avaient sous la menace des fusils, obligé les habitants à désobstruer la route jusqu'à Remouchamps, où ils recoururent aux mêmes procédés.

À leur entrée à Aywaille, des officiers se rendent à l'Hôtel de Ville, où, revolvers en mains, ils somment de faire enlever immédiatement les troncs d'arbres (5). Le

(1) Voir plus loin note 3.

(2) À part quelques cavaliers parus un moment au sommet de La Heid, nous n'avons vu aucun soldat de notre armée.

(3) À 17 heures 40 passaient, venant de La Gleize, se rendant à Filot, les premiers cavaliers du 8^e Hussards.

C'est un de leurs officiers qui donna lecture, au carrefour des rues Jean Wilmotte et de Bastogne, de la proclamation dont il s'agit plus loin. Mon père place cette lecture au 5 ou 6 août, par erreur.

(4) Ce sont les régiments n^{os} 27, 68, 82 (von Wittich), 83, avec des éléments du 6^e cuirassiers et du 5^e uhlans. Ceux-ci obstruèrent et gardèrent le pont suspendu durant la nuit. J'ai aussi noté le passage d'un régiment dont le numéro m'a échappé, et dont les équipages portaient, par ironie sans doute, la mention «*Regiment von Kaiser Nicolaus I von Russland.*»

(5) Le 4 au matin, des abattis d'arbres, des barricades de chariots, des tranchées, des explosions avaient rendu inutilisables les routes vers Werbomont, Marche, Trois-Ponts et Sprimont.

Les tunnels de l'Amblève avaient été obstrués (pourquoi ne les avait-on pas fait sauter, en utilisant les fourneaux de mine préparés et entretenus si soigneusement depuis tant d'années?) le soir du 3 août; le 4 vers 14 heures, la gare de Roanne-Coo télégraphiait le passage des avant-gardes ennemies. Vers 17 heures disparut en vitesse un monsieur à la figure poupinie (un officier en civil, paraît-il!) qui recueillait à la gare d'Aywaille les informations téléphonées des gares en amont. Il avait compté suivre avec son auto l'accotement de la ligne, alors à simple voie, mais il n'alla pas loin et dut abandonner sa voiture près de la gare d'Aywaille.

Après son départ, sur l'ordre de notre dévoué chef Terwagne, on détruisit le télégraphe et on saccagea les aiguillages, les signaux. Des wagons furent déraillés aux entrées de la gare. Jusqu'à ce moment, j'avais attendu le télégramme de Liège dont il est parlé plus haut, mais rien ne vint.

bourgmestre et le secrétaire ont beau dire qu'ils ont obéi aux ordres militaires et que les Allemands feraient de même chez eux, ils doivent s'incliner devant la force brutale.

Le même jour ou le lendemain, à peu de distance de l'Hôtel de Ville, le colonel d'un régiment fit lire la proclamation suivante :

«Au Peuple Belge»

«C'est à mon plus grand regret que des troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de la Belgique.

Elles agissent sur la nécessité d'une contrainte inévitable, la neutralité de la Belgique ayant déjà été violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont traversé le territoire belge en auto pour pénétrer en Allemagne.

Belges, notre plus grand désir est qu'il y ait encore moyen d'éviter un conflit entre deux peuples qui étaient amis jusqu'à présent, jadis même alliés. Souvenez-vous de Waterloo. Ce sont les armées allemandes qui ont contribué à fonder et à établir l'indépendance et la prospérité de votre patrie. Mais il nous faut le chemin libre.

Les destructions de ponts, de tunnels, de voies ferrées devront être regardées comme actions hostiles. Belges, vous avez à choisir.

J'espère que l'armée allemande de la Meuse ne sera pas contrainte de vous combattre. Un chemin libre pour attaquer ceux qui veulent nous attaquer, c'est tout ce que nous désirons.

Je donne des garanties nouvelles à la population belge qu'elle n'aura rien à souffrir des horreurs de guerre, que nous paierons en OR monnayé les vivres qu'il faudra prendre du pays, que nos soldats se montreront les meilleurs amis d'un peuple pour lequel nous éprouvons la plus haute estime et la plus grande sympathie.

C'est de votre sagesse et d'un patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre.»

GÉNÉRAL VON EMMICH
Commandant de l'Armée de la Meuse

Certains passages soulevèrent quelques rares applaudissements; un professeur de l'Université de Liège, Monsieur Hubert, ne put s'empêcher de protester énergiquement. Il y avait certes lieu de s'indigner! C'est peut-être l'annonce des paiements en OR MONNAYÉ qui suscitait des bravos irréflechis, pour ne pas dire plus!

Pendant les jours suivants, défilé des régiments de toutes armes et des convois de caissons, batteries, canons, mitrailleuses, munitions, etc., réquisitions pour logements d'une partie des troupes, etc.

Le bourgmestre avait, dès le premier jour, convoqué la garde civique pour seconder la police locale. Les gardes champêtres, garde-fontainier et gardes-cantonniers ayant à leur tête le commissaire de police, les membres de la garde civique, sous les ordres du capitaine Havelange et du lieutenant Jules Humblet, ainsi que de nombreux volontaires, entre autres le chef d'accises Renzonnet, Achille Delporte, Joseph Lemaire, etc., etc., nous rendirent les plus signalés services. Chaque jour et chaque nuit, l'Hôtel de Ville était gardé à tour de rôle par des agents de police et des habitants, volontaires ou inscrits sur les rôles de la garde civique. Pendant plusieurs semaines, la maison communale fut ainsi continuellement occupée.

Le bourgmestre avait fait appel au calme et à la sagesse

de la population par une première affiche dès le 4 août et par une seconde, le 7 août (1).

Ce même jour, le commandant militaire installé avec son état-major dans une demeure au-delà du pont (2) nous annonce qu'il lui faut la nuit, pour otage, un notable de l'endroit.

Nous demandons à plusieurs personnes et nous heurtons contre des refus plus ou moins motivés. Le commissaire de police accepte la corvée.

Le 8 août, le bourgmestre me délègue ses pouvoirs.

La nuit du 8 au 9 août, pendant que le commissaire était de nouveau comme otage à l'état-major, des soldats entendent un coup de fusil. Le commissaire de police soutient que ce coup provient d'un braconnier; le major-commandant ne veut pas le croire et envoie, tout au matin, chercher comme otages le bourgmestre qui sortait à peine du lit et le curé de Dieupart qui était à l'église pour les premières messes.

Tout cela m'est raconté, lorsque j'arrive vers 9 heures à l'Hôtel de Ville. Comme j'étais appelé à midi par le major pour lui donner des explications sur les affiches apposées, je le fis dire au bourgmestre en lui proposant d'aller prendre sa place; sa réponse fut que ma présence à la maison communale était beaucoup plus utile et qu'il préférerait rester en otage.

Après mon entrevue avec le major, je lui demande de permettre au bourgmestre d'aller dîner. C'est accordé de suite, à condition qu'il soit remplacé jusqu'à son retour. Monsieur Lambert Van den Wildenberghe qui m'avait accompagné comme interprète s'offre à le faire. Je le remercie et lui dis qu'il sera très bien entre Monsieur le curé (représentant de l'autorité divine) et le commissaire de police (représentant de l'autorité civile).

Les trois otages furent du reste relâchés le soir même.

Les médecins de la localité, aidés de MM. G. Hérion et E. Yernaux, ne tardèrent pas à organiser dans les salles de l'École des garçons d'Aywaille (Centre) une Ambulance de la Croix-Rouge parfaitement outillée pour y soigner avec le plus grand dévouement les soldats blessés ou malades. Leur tâche fut facilitée par des dames, des demoiselles et des hommes de bonne volonté. Je leur adresse à tous nos plus cordiaux remerciements. Du côté du beau sexe, il y eut Mesdames Clermont, Seutin, Aline

(1) Le 6, les brutes boches avaient commencé à se signaler par de sanglants exploits à Sprimont et à Lincé.

Le soir du 7, on apercevait d'ici les lueurs des incendies allumés sur le Tige (hauteur entre Sprimont et Florzé). On n'a jamais bien su sous quel prétexte l'ennemi avait incendié ces maisons. Dès le 6, en tous cas, les habitants de Sprimont, Rouvreur, Florzé refluaient en masse vers Aywaille, en racontant les pires atrocités.

Ajoutez à cela les patrouilles très sévères (on était couché en joue, fouillé, bousculé pour rien), les gardes du pont tirillant toute la nuit, le grondement du canon, et vous comprendrez qu'on eut besoin de recommander le calme.

Quelques habitants d'Aywaille rentrés le 7 avaient d'ailleurs essuyé les pires avanies, des menaces, des mauvais traitements de toute espèce en passant par Hornay, au moment des atrocités commises à Lincé.

Enfin, le défilé fort peu rassurant continuait: artil., 21^e dragons, 4^e cuirassiers, 8^e hussards, et troupes à shako gris bleu que je ne connais pas.

Il est vrai que nous avions le réconfort de lire de si belles nouvelles sur les rares journaux qui nous parvenaient ces jours-là!

(2) Hôtel du Parc.

Thiry, Dombard et Wislez; Mesdemoiselles Lodewyck, Wislez, Truymanne, Libois, Lambotte, Lawarrée, Vercheval, Flore Arnold, Creppe, Delhez, Dumont, Noël, Möhring, Libert, Gaudine et Dawance. De l'autre côté, nous avons à citer MM. Wislez, ancien conseiller communal, Gabriel, Delhez, James, Joseph et Jean Bourguet, Omer et René Dawance, Gilles, Clermont, Ed. et J. Toussaint, Libois, Nivarlet, C. et G. Van Schoor, Ninane, Dombard, J. et G. Lemaire, J. et G. Wislez, Debras, Servais, Haot et Feuillen.

Le travail dans les carrières ayant été forcément arrêté dès le début de la guerre, la question du ravitaillement de la Commune devint bientôt l'objet de nos préoccupations. À ce point de vue, comme pour les services administratifs, je n'ai qu'à louer le zèle du secrétaire et du receveur communal, ainsi que de l'employé de l'État-Civil.

Pour le ravitaillement, je me plais à rendre hommage au dévouement incessant de Monsieur Henri Germain, conseiller communal, notre délégué du Comité de Liège, qui l'a d'ailleurs choisi comme administrateur des communes du 9^e district; je ne saurais aussi trop féliciter les membres du Bureau de Bienfaisance, MM. Bonnesire, Cornet, Docteur Georges et Thomas, ainsi que Monsieur Ernould, percepteur des Postes.

Quant aux réunions ordinaires du Collège, je remercie le bourgmestre Monsieur Noël, et l'échevin Monsieur Lesuisse du concours qu'ils m'ont prêté.

Il me reste à transcrire le résumé, peut-être un peu long, des notes prises journellement.

Pendant plusieurs semaines, il y eut avalanche d'affiches pour les habitants. Les unes étaient demandées par les autorités allemandes, les autres émanaient de mon initiative. Elles m'ont en tous cas été fort utiles dans mes relations obligées avec les commandants militaires.

Jusque vers la fin août, nous avons dû faire face aux réquisitions multiples des nombreuses troupes traversant la localité et dont une partie réclamait des logements. (1) Sous ce rapport, la population n'eut pas trop à se plaindre: nous avons pu utiliser beaucoup de demeures, établissements et locaux inoccupés. Pour ma part, j'ai eu à héberger, du 10 au 13 août, quatre officiers et, du 14 au 17, sept officiers, 20 hommes et 15 chevaux.

Ainsi que les habitants, la Commune possède beaucoup de bons de réquisition payables après la guerre. Comme la paix sera conclue en notre faveur, nous aurons le plaisir de nous faire largement indemniser par les ALBOCHES.

Le 12 août, vers midi, un colonel en tête de son état-major me fait appeler sur la route, devant la maison communale. Il me demande s'il y a des châteaux à Aywaille; je lui dis qu'il y en a seulement aux environs mais que, si c'est pour y recevoir les officiers, il y a ici de très bons hôtels fort fréquentés en été et qu'ils y seront aussi bien, sinon mieux.

Le colonel me fait dicter ensuite une proclamation à afficher; pendant que je la crayonnais sur un bout de papier, je m'avise que je devais avoir, devant ces officiers à cheval, l'air d'un pauvre suppliant. Je fais observer au colonel qu'il serait plus simple de me remettre la copie après lecture et que je la leur rendrais plus tard.

L'officier interprète consulte les autres du regard et l'on consent à me promettre le brouillon; comme il ne m'a pas été réclamé, je l'ai conservé comme souvenir ci-inclus; il est écrit au crayon et en voici le texte intégral:

Avis à la Population

«La population est avertie, que les troupes allemandes mènent la guerre seulement contre les troupes belges. Les habitants du pays seront traités avec courtoisie, leurs biens et leurs droits seront respectés. Chaque livraison aux troupes sera payé soit en monnaie, soit en reçu, qui doit être présenté au maire pour règlement par les autorités allemandes.

Les troupes allemandes espèrent que la population restera tranquille et ne les forcera pas de prendre des mesures rigoureuses.

Pour se sauvegarder contre des malfaiteurs possibles, le commandant allemand gardera auprès de lui le maire du lieu, qui sera fusillé sur le champ, si quiconque de la population essaie un essaim sur un soldat allemand.

De même sera fusillé, qui sera trouvé en possession d'une arme.»

Au troisième paragraphe, le colonel dit que je peux l'omettre sur l'affiche. Je lui réponds qu'il vaut mieux le faire connaître aux habitants et que, si j'étais même fusillé, je mourrais avec la satisfaction d'avoir rempli mon devoir pendant une déjà longue carrière. Il me fait répondre qu'à son avis, je n'ai garde d'être fusillé.

Je m'incline et lui dit que je vais faire imprimer sa pro-

(1) Le 10, un groupe de troupes du chemin de fer de Campagne.

Le 11, 570 soldats du 79^e d'infanterie, 3^e train, 46^e artillerie, 17^e hussards; puis 300 soldats parmi lesquels le 10^e d'artillerie avec ses pièces et tout son charroi. C'est ce jour que nous vîmes le régiment dont tous les hommes portaient en jaune sur bleu l'inscription «Gibraltar» au poignet. Il n'y a jamais eu moyen de connaître le motif de cette inscription. Un soldat me dit un jour que c'était «le nom d'une de leurs victoires!!!». C'est ce régiment qui se distingua, notamment à Lincé le 6.

Une partie des troupes campait dans les vastes prairies entourant le château et la ferme de Monsieur Émile Moxhon.

— Le 13 passait le 20^e d'artillerie (grosse artillerie de siège) se dirigeant vers Liège; le 164^e d'infanterie, le 62^e d'artillerie, la Feldpost, le 10^e d'artillerie campaient toujours sur la place, et des fantassins construisaient un pont de madriers en aval de la villa Beau Rivage.

— Le 14, passent le régiment d'infanterie n° 92 et ses équipages, avec des éléments du 17^e hussards. Les officiers donnent l'ordre, sous peine d'une amende de 250 francs, d'arroser les rues dans les deux heures, afin d'abattre la poussière qui les incommode.

Le 15 défile le 92^e d'infanterie (suite et fin), 1 escadron de gendarmes, les télégraphistes du X^e corps. La nuit du 14 au 15, était passé une énorme quantité de troupes dont on ne put voir, par suite de l'interdiction sévère de circuler, ni le nombre ni la composition.

La nuit du 15 au 16, vers 1 heure, défilé de troupes très nombreuses.

Dès le point du jour, artillerie, infanterie et pionniers: 73^e infanterie, 19^e Artillerie, Pionniers B 10. 2 R.K. suivi du 91^e infanterie et de colonnes de bagages et de vivres; enfin le 79^e infanterie, le 78^e, le 19^e artillerie de réserve, les 92^e, 74^e et 73^e infanterie.

Ce jour, une partie de ces mêmes troupes revenant de Liège passaient une seconde fois en direction du Sud.

D'ailleurs, la première locomotive avait réussi à atteindre la gare d'Aywaille. Les passages de trains de troupes pouvaient commencer.

Les jours suivants continuèrent des passages de colonnes composées en majeure partie de transports de munitions et de vivres. Le 19 notamment, j'ai noté de nombreuses troupes.

Dans la nuit du 18 au 19 se produisit une fusillade dont la signification nous échappa complètement. Cet incident n'eut heureusement aucune suite fâcheuse pour les habitants.

clamation.

Quelques jours après, le Freiherr von Maltzan, commandeur chargé de la protection du chemin de fer, fit placarder une autre affiche, ajoutant la pendaïson à la fusillade.

En voici le spécimen :

Avertissement

« Attendu que de nouvelles tentatives d'assassinat ont eu lieu à l'égard de personnes appartenant à l'armée allemande, j'ai fait arrêter comme otages des personnes de beaucoup d'endroits. Celles-ci me garantiront avec leur vie de ce qu'aucun habitant ose encore entreprendre une action malveillante à l'encontre de soldats allemands ou d'essayer de faire des détériorations aux chemins de fer, télégraphes et téléphones ou à d'autres objets servant aux intentions de notre armée.

Les personnes n'appartenant pas à l'armée qui seront surprises d'avoir entrepris pareilles actions seront fusillées ou pendues. Les otages des endroits environnants subiront le même sort. Je ferai en outre brûler ces endroits, jusqu'à la dernière maison, même s'il s'agit de villes importantes.

Si les otages essayent de fuir, l'endroit auquel ils appartiennent sera brûlé et en cas de reprise des otages ceux-ci seront pendus.

Tous les habitants qui feront preuve de bonne volonté à l'égard de nos troupes, sont assurés de la protection de leur vie et de leur propriété. »

J'oubliais l'alerte du 9 août chez les habitants d'Awan.

Les jours précédents, de nombreuses troupes venant d'Aywaille avaient traversé le hameau d'Awan et, ce dimanche 9 août, pendant qu'il en défilait de nouvelles, on entendit tonner le canon dans la direction du Condroz. Les officiers, croyant qu'une bataille était engagée, firent braquer des pièces sur les hauteurs de Hoyemont et engagèrent les habitants d'Awan à évacuer leur localité ; sinon, disaient-ils, ils seraient, exposés à être atteints par les obus. (1)

Beaucoup prirent peur et, dans l'après-midi, j'en vis passer près de l'Hôtel de Ville avec leurs plus précieux bagages. Ils me content la nouvelle et annoncent qu'ils vont se réfugier dans les bois d'Aywaille, aux confins de la Commune. Je les rassure et leur conseille de séjourner plutôt chez leurs parents ou amis à Aywaille ; je leur dis que la bataille prévue n'est pas certaine et qu'ils pourront retourner le lendemain chez eux. Ils crurent à ma parole et, depuis, ils eurent beau entendre le canon, ils ne quittèrent plus leurs foyers.

Le 14 août, alors qu'il y avait grande affluence de bataillons de différents régiments, m'arrive un officier quartier-maître ou intendant. Il m'aborde avec grande politesse et me demande s'il y a des banques et des châteaux ; sur ma réponse négative, il me questionne sur le montant des fonds qui se trouvent dans la caisse communale. Je pouvais protester contre cette confiscation prohibée par les lois de guerre, mais je pense que cela me servira plus tard à obtenir des compensations.

Je me borne à faire observer à l'officier que la Commune a besoin de ses fonds. Il me répond qu'il en laissera une partie à notre disposition et que, quand nous n'en aurons plus, nous pourrions nous adresser à la

Kommandatur de Liège.

À la date du 14 août, un commandant militaire m'informe que 70 soldats sous ses ordres doivent rester à Aywaille pour la garde du pont et je dois leur assurer le logement dans les environs. Il me faudra également faire afficher pour le lendemain que les habitants, pendant la durée de la garde du pont, ne pourront, depuis 8 h. 30 du soir jusque 6 heures du matin, circuler autour du pont qu'en dehors d'un périmètre de 20 mètres.

Le 15 août, un officier vient me dire vers midi qu'au nom du général commandant, de passage à Remouchamps, il faut absolument 20 voitures à un cheval pour 3 heures, vis-à-vis de l'Hôtel des Étrangers ; les hommes qui conduiront doivent se munir de provisions (nourriture) pour 2 à 3 jours et, s'ils n'en ont pas assez, les autorités militaires leur en donneront en cours de route.

L'officier m'affirme que les voituriers seront rentrés avant le quatrième jour. Il paraissait sincère, mais en Allemagne, les promesses et serments sont faits pour ne pas être tenus. Parmi nos voituriers qui avaient accepté de bonne foi, plusieurs ne sont revenus qu'après plus d'un mois, mais toutefois sains et saufs. (2)

Lorsque des troupes défilaient devant la maison communale, nous allions parfois au balcon les voir passer. Assez souvent, des soldats, voyant le drapeau belge qui y était resté hissé depuis l'ordre de mobilisation du 31 juillet, nous l'indiquaient en faisant signe qu'ils allaient tirer sur nous. De la tête, je leur faisais : « C'est comme vous voulez » et ils passaient en souriant. Comme cela se renouvelait assez fréquemment, on me conseillait de retirer le drapeau et je répondais que je le ferais seulement quand j'y serais contraint.

L'attente ne fut pas longue. Le 19 août, m'arrivent des soldats du 92^e régiment (3) m'intimant l'ordre de leur colonel de leur remettre le drapeau. J'explique au chef de ces soldats que je désire instamment le garder et qu'un bourgmestre allemand ferait de même en pareil cas ; je crains que mon drapeau ne soit déchiré ou traîné dans la boue (4), etc., etc... Il me répond qu'il doit obéir à l'ordre du colonel, mais qu'il va lui transmettre ma demande et qu'il reviendra de suite. De retour, il m'apprend que, pour me donner satisfaction, le colonel a fait placer le drapeau à l'intérieur de la gare. À demi-content, je le remercie.

Une heure après, je devais recevoir le major commandant de place pour des explications sur une de mes lettres.

(1) Ils y croyaient si bien qu'au même moment, ils avaient, paraît-il, fait masser des troupes à Awan et à Remouchamps, tandis que des canons étaient hâtivement mis en batterie sur le plateau. Nous n'avons jamais connu le motif de l'alerte.

Le lendemain matin, des cavaliers patrouillaient encore sur Quimont.

(2) Plusieurs de ces malheureux furent envoyés jusqu'à la Marne !

(3) Ce jour-là, mes notes mentionnent à Aywaille la présence des 79^e et 93^e d'infanterie mais non du 92^e.

(4) Le 9 août, des cavaliers avaient rapporté ignominieusement les drapeaux enlevés à la maison communale et à l'église de Harzé, après avoir malmené et menacé les habitants.

Dans une maison de la Place du Marché à Aywaille, les boches s'étaient emparés d'un drapeau qu'ils avaient exposé à une fenêtre après l'avoir ignominieusement souillé.

Après nous être mis d'accord, j'aborde la question du drapeau qui m'avait singulièrement affecté.

J'explique au major que, dans tout pays, les citoyens tiennent au drapeau national. J'invoque les sentiments de patriotisme qui font vibrer les cœurs; je le prie de réfléchir à la conduite qu'il aurait tenue s'il avait été dans une situation comme la mienne...

Je fus sans doute persuasif: à un moment donné, l'adjudant qui servait d'interprète, se lève et me dit, de la part du major, que si mon drapeau se trouve à la station, il va ordonner qu'on me le rapporte.

Je m'empresse de le remercier du grand honneur qu'il me fait. Tout deux me donnent la main avant de partir, et 10 à 15 minutes après, je suis heureux de voir un piquet de soldats, l'adjudant en tête, me rapporter le drapeau.

Je renouvelle mes remerciements au jeune officier qui avait les larmes aux yeux et paraissait encore plus émotionné que moi-même.

J'avoue avoir ressenti ce jour-là une des plus grandes joies de ma vie.

Par contre, peu de temps après, j'ai éprouvé la seule peur que j'aie jamais eue, peur réelle, non pour moi mais pour mes deux compagnons.

Voici l'incident:

Je n'avais pas encore quitté la salle où j'achevais d'écrire. Il était 8 heures du soir et Louis Havelange m'attendait pour retourner à Dieupart, lorsque je vis le garde champêtre qui devait passer la nuit, entrer avec un grand diable de militaire ivre et furieux, armé de son fusil.

À peine dans la salle, ce soldat oblige le garde, ainsi que Havelange, à rester contre le mur, l'un contre la porte et l'autre au côté opposé, entre deux fenêtres, puis il s'avance vers moi.

Je m'étais levé. Je me rassieds et lui demande en allemand ce qu'il veut et je lui dis de s'asseoir.

Au lieu de m'écouter, il se met à gesticuler et à crier, comme les ALBOCHES savent le faire.

Ne sachant trop ce qui allait se passer, je lui dis en souriant que je savais très peu d'allemand; j'avais seulement compris, parce qu'il le dit à plusieurs reprises, que pour lui, un bourgmestre ce n'était rien du tout, que ce n'était personne (Niemand).

Je finis par lui demander 5 minutes pour envoyer chercher un interprète et je dis au garde, qui ne se le fit pas répéter, d'aller chercher Monsieur Lambert Vanden Wildenberghe qui ne tarda pas à venir et qui nous a rendu ce soir-là un fameux service.

J'étais parvenu, à force de le fixer et en usant d'une grande patience, à déterminer l'OLIBRIUS à s'asseoir; dès qu'il est assis, il oblige L. Havelange à quitter le mur et à prendre aussi une chaise; mais il continuait ses grands gestes et ses bruyantes exclamations.

Je le fais taire en voyant entrer Lambert à qui je demande de lui traduire des affiches se trouvant sur la table.

Pendant qu'il les traduit, il me vient l'idée de lui faire expliquer que j'ai rédigé ces affiches d'accord avec le colonel et que j'en étais l'ami.

Coup de théâtre! Était-ce la crainte de son colonel?

Toujours est-il que voilà l'individu calmé comme par enchantement et s'appêtant à sortir. Je le rejoins à la porte et je le vois, au lieu de suivre le vestibule, pénétrer dans le bureau du secrétaire. Je tourne le commutateur et voilà mon soudard qui me regarde tout ahuri, ne sachant sans doute où il se trouvait. Je lui indique la porte; il regagne le vestibule, voit les escaliers et file sans dire mot.

Inutile d'ajouter qu'aucun de nous n'a songé à le retenir et cependant nous n'avions pas su ce qu'il voulait.

Le surlendemain, pendant que j'étais au balcon, je reconnus l'individu qui passait tout penaud et semblait fuir mes regards.

D'autres soldats, paraît-il, lui avaient dit qu'il était passible du Conseil de guerre.

Bref, nous remettrons un jour ou l'autre à Lambert un beau souvenir de reconnaissance!

Voici les conclusions de l'entrevue du 19 avec le commandant de place.

En cas de malfaiteurs vus ou surpris, s'adresser pour avertir au poste de garde (vis-à-vis de l'hôtel du Luxembourg) ou aux sentinelles qui circulent pendant la nuit. Des militaires pourront ainsi agir contre les malfaiteurs.

Au bureau du commandant de place, on visera nos laissez-passer aux personnes chargées d'aller en dehors d'Aywaille commander des denrées pour les habitants...

Des laissez-passer seront donnés pour une semaine aux agents communaux en service de nuit à l'Hôtel de ville.

Pour les docteurs appelés le soir ou la nuit près des malades, brassards de la Croix-Rouge et carte: si cela ne suffit pas, s'adresser au poste de garde où leur sera donné un guide.

S'il y avait un magasin militaire, on pourrait aider les habitants par l'intermédiaire du bourgmestre.

Dans le cas où la Commune aurait besoin d'une partie de l'argent prélevé hors de la caisse du receveur communal, s'adresser au commandant de la place de Liège qui nous ferait envoyer par l'autorité militaire compétente chaque fois 100 frs contre reçu.

Le lendemain 20 août, un nouveau commandant de place me fait afficher un avis invitant les détenteurs d'armes, de munitions de chasse, poudre ou autres, à les remettre IMMÉDIATEMENT à l'Hôtel de Ville.

L'avis annonçait aussi que des perquisitions se feraient à domicile.

Des perquisitions eurent lieu le 22 août; j'accompagnais le major et sa suite; au bout d'une heure, le commandant me remercie et dit qu'il continuera sans moi. Le commissaire de police et le garde Lawarrée devaient se trouver à 4 heures et le lendemain pour le guider à Kin et à Niaster; mais comme la course ne pouvait guère se faire en auto, il y renonça.

Avant de me quitter, il m'avait présenté à deux officiers supérieurs de Stavelot. Ceux-ci m'annoncent tout joyeux que les troupes allemandes sont entrées le 20 à Bruxelles et que le Roi Albert est allé rejoindre en Angleterre la Reine et ses enfants. Je leur dis que le Roi n'avait certainement pas quitté son armée. Ils maintiennent leur assertion et moi la mienne.

Le major que je rencontre le lendemain me dit qu'il avait promis à plusieurs personnes, entre autres à M. Burnay, que les armes confisquées leur seraient rendues; il me prie de leur faire connaître, afin de ne pas paraître manquer à sa parole, que la mesure ne dépend pas de lui, mais bien de la Kommandantur de Liège.

M. Hérion, inspecteur, avait déposé à la maison communale des flèches, sagaies, etc., provenant de son fils, capitaine de la force publique au Congo Belge; après quelques jours, j'obtiens de les rendre, faisant remarquer que ces armes constituent plutôt des souvenirs. (1)

Le 23 août, le major-commandant de place m'informe que, pour le visa des laissez-passer aux personnes chargées du ravitaillement, il continuera, comme l'avait promis son prédécesseur; mais, pour les autres qui, paraît-il, donnent des motifs plus ou moins insuffisants, il refusera; quand il s'agit de raisons sérieuses, je dois garantir moi-même la réalité ou l'exactitude.

Le 25 août, vers 7 heures du matin, je revenais frais et dispos après avoir pris un bain à la pêcherie Moxhon lorsque j'aperçois, venant à ma rencontre, l'agent de garde à la maison communale. Il m'apprend qu'un officier m'attend pour me prendre en auto. «Est-ce pour une promenade?» «Je ne sais pas, mais c'est très pressant.» L'officier m'explique qu'il est adjudant du major Schmitz arrivé hier soir pour remplacer le commandant de place. On leur a téléphoné la nuit qu'on avait tiré un coup de fusil à Nonceveux; il ne connaît pas de détails et je suis appelé pour l'enquête à faire. Je lui dis que, puisqu'il y a enquête, nous essayerons d'élucider la chose. J'ajoute qu'il faut m'habiller et déjeuner: «À votre aise, le major est parti à cheval avec son escorte et nous les dépasserons certainement.»

Pendant le trajet, comme il savait bien le français, nous parlons de la beauté du pays, d'industrie, de culture et finalement de la guerre.

Vers Han, nous dépassons le major et nous allons l'attendre à Nonceveux. Madame Lawarrée vient m'y trouver toute éplorée et me conte que son mari, conseiller communal, est retenu comme otage, bien qu'innocent. Je la rassure et lui affirme qu'il n'a rien à craindre et qu'ils pourront bientôt s'embrasser comme avant.

Le commandant du poste de Nonceveux nous détaille l'histoire du coup de fusil et l'explique à nouveau au major qui, après une conversation en allemand avec son entourage, me fait dire que l'enquête aura lieu à la station de Quareux.

Nous nous y dirigeons, l'adjudant et moi, et arrivons les premiers. Nous continuons à causer et nous ne sommes introduits à la salle d'enquête qu'à l'arrivée du major et de ses officiers.

Une table bien garnie avait été préparée par le commandant du détachement de Quareux. On prend place; on m'invite à manger; ayant jeûné à Dieupart et humé trois œufs en passant à Sedoz, j'accepte seulement un verre de Bourgogne.

Le major me prie de diriger l'enquête et de commencer les interrogatoires.

Jules Lawarrée m'est amené: «Deux soldats, dit-il, sont

venus me chercher hier chez moi, à Sedoz, vers 10 heures du soir pour me conduire à Nonceveux. Ils m'ont dit qu'on avait tiré un coup de feu vers 9 heures. On m'a interrogé et retenu jusqu'à 1 heure du matin. Je ne savais rien et à 3 heures on m'a amené à la station de Quareux, où je suis gardé.»

Avant qu'il ne se retire, je lui donne la main.

Vient ensuite Jules Léonard de Nonceveux dont la déclaration est résumée ci-après:

«Je ne suis pour rien dans cette affaire. Je n'ai, de toute ma vie, jamais tiré un coup de fusil. Vers 8 heures du soir, j'ai entendu un coup de feu. Je suis retourné chez moi, où mon frère Eugène Léonard préparait à souper. Pendant que je l'aidais, des soldats sont entrés et mon frère s'est sauvé par la fenêtre.

Les soldats ont fouillé la maison et n'ont pas trouvé d'arme.

J'ai été arrêté pour rester d'abord au poste militaire et, vers 3 heures du matin, j'ai été emmené à la station de Quareux avec le conseiller communal Jules Lawarrée.»

J'explique au major et à l'officier servant d'interprète que, comme docteur, je connais depuis longtemps la famille Léonard. Les deux frères en question ne sont, à mon avis, aucunement coupables. Celui qui s'est sauvé par la fenêtre, donnant ainsi lieu aux soupçons, l'a fait par frayeur irraisonnée. Il est d'une intelligence bien en dessous de la moyenne; il ne saurait certainement manier un fusil; il se contente tout bonnement de manger, travailler et dormir.

Quant à Jules Lawarrée, je me porte garant de son honnêteté.

Le major me répond que le conseiller communal n'est pas accusé, mais qu'il doit provisoirement rester en otage.

Pour les deux frères Léonard, il accepte mon interprétation.

Par suite, je dis à Jules qu'il est relâché et qu'il tâche de retrouver son frère pour lui expliquer qu'il peut rentrer tranquillement chez leur vieux père.

Nous convenons ensuite avec le major que l'automobile reste à ma disposition; mais qu'avant de retourner, je dois faire des proclamations verbales aux habitants de Quareux, Sedoz et Nonceveux, dans le sens de l'avertissement suivant, à afficher quand je serai rentré à Aywaille:

«Les détenteurs d'armes, de munitions de chasse, poudre ou autres, doivent immédiatement les remettre à l'Hôtel de Ville ou au poste militaire de Nonceveux; des perquisitions à domicile auront lieu dès aujourd'hui.

Le conseiller communal Jules Lawarrée sera retenu en otage jusqu'à ce que l'enquête commencée soit éclaircie.

Si celui qui a tiré le coup de fusil l'a fait par inadvertance, il peut venir s'expliquer et, si ses explications sont satisfaisantes, il ne sera pas puni. Si un habitant connaît l'auteur, il est obligé de me le faire connaître.

(1) Par contre, les armes déposées à l'Hôtel de Ville furent, après un écrémage soigneux fait par des officiers très compétents, détruites le soir du 21 août près du pont stratégique. On brûla tout ce que ne s'approprièrent pas Messieurs les officiers (qui aimaient beaucoup les belles armes de chasse) ou leurs sous-ordres (lesquels avaient une prédilection marquée pour les armes portatives, spécialement les revolvers). Les réfractaires à la livraison des armes durent dans la suite inventer les cachettes les plus extravagantes pour conserver leur bien.

Les habitants ne peuvent absolument pas quitter leurs demeures, à partir de 8 heures du soir jusqu'à 7 heures du matin.

Il est de nouveau rappelé que les attroupements sont strictement interdits. »

L'après-midi, j'envoyai mon rapport et un exemplaire de l'affiche.

Le lendemain, j'insiste près du major pour faire renvoyer Lawarrée près de sa femme et ma demande est accueillie.

En repassant à Sedoz, après avoir fait ma proclamation vis-à-vis de l'hôtel Schlösser, je ne suis pas peu étonné des critiques que me font 2 ou 3 personnes : « le coup de fusil a été tiré par un militaire et non par un civil, il est aisé d'apprécier la différence, etc. ».

Je leur réponds qu'ils devraient être satisfaits de voir l'affaire arrangée ; qu'ils auraient dû présenter leurs observations pendant l'enquête à Quareux et que je me réserve toutefois d'en parler au major.

À Nonceveux, pendant que j'attendais la réunion des habitants sur la place, près de l'église, nous rencontrons le commandant du poste qui m'affirme la réalité d'une différence entre le coup de fusil militaire ou civil : celui qu'il a entendu la nuit, ajoute-t-il, provient certainement d'un fusil de bourgeois. « Vous voyez, dis-je à l'adjudant, cette version est précisément opposée à celle que l'on vient de nous faire à l'autre côté de la rivière. Il serait difficile d'arriver à la vérité et je me propose de ne pas en faire mention dans mon rapport. »

L'officier m'approuve, en me suivant pour écouter à distance ma proclamation aux gens de Nonceveux que je groupe autour de moi, qui paraissent tout heureux de me voir et qui m'applaudissent chaleureusement.

De retour à Dieupart, j'apprends à ma grande surprise que beaucoup d'habitants ont été plus ou moins inquiets de savoir que j'avais été emmené : ils croyaient sans doute que j'étais fait prisonnier.

Je dois avouer que, pour ma part, je n'eus pas le moindre souci, et que ma promenade en auto par un splendide jour d'été m'a procuré une distraction des plus agréables. J'ai en outre constaté l'estime qui m'était témoignée, mais je me disais cependant qu'une fois le danger passé et les craintes dissipées, l'oubli et l'indifférence, sinon la malveillance ne tarderaient pas à reparaitre : c'est d'ailleurs l'image de la vie.

Le 27 août, on me communique l'avis suivant :

« À la Population spadoise »

Le Bourgmestre porte à la connaissance de la population que l'autorité militaire allemande a pris comme otages MM. H. Maes, échevin de la ville, Collin-Nicolet, conseiller communal, H. Hayemal, banquier, et W. Hanssen, architecte.

Il croit devoir recommander à ses concitoyens l'observation stricte des mesures qui ont été prises pour garantir l'ordre, et cela afin d'éviter que les otages en subissent les plus graves conséquences.

Spa, le 16 août 1914. B^m Jos. de CRAWHEZ

Le 30 août, on m'informe que nous allons avoir pour

demeurer longtemps 253 hommes et 15 chevaux. On réclame naturellement l'indication des hôtels pour les officiers et on réquisitionne paille, foin, couvertures, etc., etc.

Par contre, nous recevons avec plaisir communication de la séance du Parlement anglais du 27 août (Chambre des Communes et Chambre des Lords) : éloges enthousiastes de la défense héroïque de la nation belge contre l'invasion allemande...

Un nouveau commandant de place, le major KRAUSE, arrivé la veille, me prie de lui rendre visite demain à 12 heures.

Il m'apprend qu'il restera plusieurs mois à Aywaille et que je lui ai été vivement recommandé par son prédécesseur.

M. Lambert Van den Wildenberghe qui m'accompagne comme interprète et à qui je suis heureux de rendre hommage pour les services multiples qu'il m'a rendus ainsi qu'à toute la Commune, lui traduit les diverses affiches apposées depuis la guerre.

J'explique que, si l'autorité militaire doit remplir ses devoirs, j'ai aussi à remplir les miens, en cherchant tout d'abord à sauvegarder ma Commune. J'ajoute qu'en les exécutant de part et d'autre, on parvient aisément à entretenir des rapports de courtoisie réciproque.

Le major m'approuve et me dit au revoir, mais son jeune secrétaire Hofmann veut absolument faire connaître des instructions qui n'existent pas dans les affiches lues ; entre autres, l'analyse immédiate des eaux potables et l'obligation pour les habitants de goûter d'abord les aliments et boissons donnés aux soldats. Le major termine en disant qu'il trouve ces exigences inutiles.

Le premier septembre, je suis convoqué par le commandant de place pour une enquête avec lui au sujet d'un coup de fusil tiré à Montjardin et des dégâts commis au château.

Bien que le trajet soit court, le major vient me prendre en auto.

Sur ma proposition de lui transmettre un rapport après-midi, il répond qu'il se contentera de l'enquête verbale et qu'il se fie à moi.

Ci-dessous, résumé de l'enquête :

Ferdinand Magis, fermier, 57 ans, déclare que lui et sa famille n'ont pas entendu de coup de fusil. Il sait seulement que, samedi après-midi, l'un des soldats qui étaient en promenade a fait éclater une capsule en maniant son fusil : c'est ce que lui a dit François Pirnay, venu pour une réparation à la ferme.

Lambert Viroul, jardinier, 49 ans, déclare :

« Je n'ai entendu aucun coup de fusil depuis ces jours derniers ; on m'a dit à la ferme qu'on avait tiré il y a 10 ou 15 jours, mais je n'ai rien perçu. »

Depuis le 16 août, date où M. le général Graf Maltzan et sa suite ont passé au château une nuit et un jour, à partir du surlendemain, des soldats sont venus chaque jour ; au commencement, ils voulurent se faire ouvrir les caves ; mais comme je n'avais pas les clefs, ils ont forcé les portes. Pour les dégâts causés, 2 officiers sont venus vers le 21 août, ont établi un poste de garde (un jour), ont puni des soldats en leur faisant remettre ce qu'ils avaient dérobé.

Un deuxième poste qui était seulement composé d'un caporal et de 4 hommes a permis aux soldats qui venaient journellement d'aller dans les caves. Approximativement, pendant quinze jours, on doit avoir pris 3.000 bouteilles de vin dans la cave de M. Lamarche, un peu moins dans celle des enfants de Theux-de-Liedekerke.

Au début, c'était sans aucun bon; j'ignore les numéros des régiments.

Les bons que je vais vous remettre proviennent du régiment 106.

Les nouveaux soldats arrivés hier lundi, sont très convenables et, sur les ordres d'un officier, ont procédé au nettoyage du château.

Aucun habitant du village n'est entré.

Les détériorations des deux châteaux n'ont commencé qu'après le départ du général. »

Le jardinier nous a ensuite guidés à l'intérieur :

Au nouveau château, dans le premier salon, rien d'abîmé; à une place adjacente, bureau-ministre avec tiroirs défoncés et boiseries dégradées; à la salle de bain, certains meubles doivent avoir été enlevés; dans plusieurs chambres à coucher, meubles avec ou sans glace brisés et défoncés; une partie des linges enlevés.

Les meubles antiques (entre autres: 2 buffets d'une très grande valeur) ont été respectés; ce sont surtout les meubles modernes qui ont été endommagés. Au deuxième étage: en avant rien; en arrière quelques meubles détériorés, serrures des garde-robes arrachées, mais beaucoup de linges restés; par contre, beaucoup de couvertures, édredons, etc., enlevés.

Une chambre d'enfants avec jouets, à l'entrée des caves, est demeurée tout à fait intacte.

Dans les caves des enfants de Theux, beaucoup de bouteilles de Bourgogne, etc., sont restées en place.

Dans celles de M. Lamarche, 35 loges complètement vides, il ne reste que les étiquettes, entre autres Nuits St-Georges et Chambertin 1875, Corton 1904, etc., etc.; deux grandes caisses de bouteilles à mettre en loges, sont également vides. Un coffre-fort, qui était dans ces caves, a été éventré mais le compartiment supérieur a résisté.

Le vieux château (1649) n'a presque pas subi de dommage: on n'y a du reste logé que pendant le séjour du Général. »

Fin août, les bourgmestre de Beaufays et Sprimont m'avaient informé qu'en envoyant 5 à 6 hommes à Boncelles et à Ougrée, au nom de l'Administration communale d'Aywaille, ils pourraient ramener un assez grand nombre de vaches abandonnées, faute de soins et de nourriture suffisante. Au commencement de septembre, il en fut ramené 264 et j'en accusai réception à l'Administration communale d'Ougrée. J'invitai le commissaire de police à se rendre dans les divers hameaux, en se faisant aider de M. Dettaille, vétérinaire, d'experts et de gardes pour la répartition du bétail, d'après les diverses conditions décidées par le Collège.

Le 26 septembre, le major Krause et son adjudant vinrent me réclamer la liste des détenteurs de ces vaches, retour d'Ougrée. Je leur montre les lettres de

l'Administration communale d'Ougrée nous annonçant la remise du bétail et nous informant que nous devons veiller scrupuleusement à son bon entretien et à le tenir constamment à la disposition de l'Autorité militaire belge.

Le commandant de place me dit que ce bétail n'appartient plus au Gouvernement belge et qu'il devient la propriété du Gouvernement allemand, mais qu'il nous en laissera une bonne partie pour les pauvres.

Je lui fais observer, qu'afin de dégager, comme bourgmestre belge, ma responsabilité envers mon Gouvernement, je désire qu'il veuille bien me confirmer par lettre la demande en question et m'écrire également réception de la liste, ainsi que la promesse de pouvoir disposer d'une partie du bétail, au profit de mes pauvres.

Ma proposition fut acceptée et exécutée.

Dès le 16 août, le Collège s'était déjà occupé des mesures qu'il conviendrait de prendre pour le ravitaillement de la population. Des réunions de Collège avaient lieu régulièrement tous les 8 ou 15 jours. Les délibérations prises sont inscrites au registre des séances où les membres du Conseil communal peuvent en prendre connaissance.

Dans le cours de ce travail, j'aurai sans doute à indiquer plusieurs de ces délibérations et, entre autres, celles qui n'ont pas été inscrites, afin d'être soustraites au contrôle allemand.

Au point de vue du ravitaillement, les boulangers furent informés à partir du 18 août déjà, qu'ils pouvaient se procurer du grain chez M. Sandron, à Harzé, ainsi que de la farine aux grands moulins de Liège: Lejeune, Hauzeur, Marcotty et Trokay.

La commune s'en procurait elle-même pour en distribuer aux familles nécessiteuses des divers hameaux, y compris Sougné et Remouchamps; et cependant, dans ces deux dernières localités, s'était constitué un comité composé de groupements qui versaient de l'argent pour acheter du froment à distribuer proportionnellement aux sommes versées.

Ce comité eut certes son utilité, mais aussi le grand tort de négliger de venir en aide aux pauvres.

Le 28 août, j'écrivais aux boulangers qui acceptèrent la proposition de venir nous acheter de la farine aux conditions suivantes: 30 francs par 100 kg; livrer aux clients les pains d'1,5 kg à 0,50 centimes et ceux de 2 kg à 60 centimes; pour le même prix aux indigents munis de bons du Bureau de Bienfaisance, bons qui seront soldés par le receveur communal.

Plus tard, des plaintes s'étant élevées contre les boulangers au sujet du poids du pain et du refus des bons du Bureau de Bienfaisance, il fut décidé d'acheter des grains à convertir en farine et de distribuer directement des pains; la cuisson se faisait aux frais de la Commune dans les fours de Monsieur Noël, bourgmestre, et de Monsieur J. Lawarrée.

Il fut enfin décidé de vendre et de délivrer la farine directement.

À partir du 23 août, des pommes de terre étaient réquisitionnées de temps à autre pour les familles nécessiteuses

et nous nous proposons d'en acheter plus tard pour vente et distribution.

J'avais aussi fait afficher: a) l'Arrêté Royal du 4 août 1914 concernant le prix des denrées alimentaires et le ravitaillement de la population; b) un avis engageant les producteurs et fournisseurs à conserver 53% de leurs produits pour les réquisitions qui pourraient être nécessaires; c) un avis défendant aux producteurs et fournisseurs de vendre leurs denrées aux habitants d'autres Communes que celle d'Aywaille; d) un avis invitant les habitants qui auraient payé ou à qui on demanderait de payer un prix supérieur au tarif, à venir faire leurs déclarations à la Maison communale.

Dès le 22 septembre, grâce à MM. Van Hoegarden et Grégoire, j'avais obtenu que notre Commune fût affiliée au Comité de Ravitaillement de Liège et banlieue.

Pour les coupes de bois, avec l'autorisation de l'inspecteur des Eaux et Forêts, j'ai à plusieurs reprises fait annoncer par voie d'affiches que des portions de taillis de 5 ares chacune seraient tirées au sort entre les habitants sous la direction des gardes-forestiers qui devaient également surveiller au point de vue des réserves et des conditions de coupe, etc. Presque toutes les familles de la Commune en ont bénéficié.

Le mardi 22 septembre et jours suivants, il y eut aussi une distribution chez M. Léon Humblet des 6 wagons de houille mis gratuitement à notre disposition par le major commandant de place.

Malgré les diverses mesures prises pour le ravitaillement, plusieurs grincheux venaient me critiquer au sujet de l'achat des farines, etc. D'après eux, j'aurais dû faire comme à Sprimont, Poulseur, Pont-de-Scay, etc.

Je leur expliquais ce qu'on avait fait et ce qu'on ferait.

D'autres venaient ironiquement me soutenir qu'il n'y avait pas à compter sur le Comité de ravitaillement de Liège; que ce Comité ne pourrait aboutir. Je leur répondais que j'avais tout lieu de me fier aux promesses de MM. Van Hoegarden, Grégoire et Laboulle. Il aurait aussi fallu des séances du Conseil qui auraient sans doute fait renaître la poule aux œufs d'or, etc., etc. Je répondais naturellement que ces séances auraient lieu quand elles seraient nécessaires.

Bref, le 28 septembre, je reçois signée de 4 membres du Conseil une demande de séance avec un seul objet à l'ordre du jour: «Décision à prendre concernant le ravitaillement de la Commune d'Aywaille».

Après avoir mûrement réfléchi, je décide, d'accord avec les deux autres membres du Collège, de ne pas y donner suite.

En voici les motifs:

Pendant le mois d'août, j'avais demandé à plusieurs des commandants militaires qui se succédaient tous les 3 ou 4 jours, si je pouvais tenir des séances du Conseil communal. On m'avait répondu chaque fois que, comme cela avait eu lieu dans d'autres Communes, elles devaient être autorisées par eux, qu'ils y feraient assister un officier et que, s'il y avait un trouble ou l'autre, ils prendraient les conseillers en otage à tour de rôle.

Comme les séances communales d'Aywaille sont parfois plus ou moins bruyantes, la prudence nous conseillait

de les éviter tant qu'elles ne seraient pas absolument nécessaires. Le ravitaillement était d'ailleurs en bonne voie.

Je me bornai à écrire à mes collègues le détail des mesures prises et à prendre et je les priai de constituer des comités de secours et d'alimentation avec les membres du Bureau de Bienfaisance et quelques personnes de bonne volonté.

Plus tard, après l'installation du major KRAUSE, commandant de place, qui m'avait dit devoir rester plusieurs mois, j'abordai encore la question des séances. Il me répondit comme les autres mais sans parler des otages; lui ayant demandé de me faire le plaisir de ne pas envoyer d'officier aux séances, il y consentit volontiers parce qu'il me connaissait. Je le priai de m'écrire en ce sens et voici la traduction de sa lettre:

2 octobre 1914.

«Comme mes prédécesseurs doivent vous l'avoir dit, je suis obligé de prendre des mesures énergiques dès qu'il y a des troubles dans les séances des Conseils communaux ou dans d'autres réunions.

J'ai confiance dans votre manière de régler les affaires, comme déjà prouvé avec d'autres occasions, que tout sera tranquille, si vous trouvez nécessaire de convoquer le Conseil communal.»

Malgré les critiques inévitables, le ravitaillement s'effectue dans de bonnes conditions.

Par esprit de solidarité bien comprise, nous avons pu, grâce à nos achats de froment à des prix avantageux, attendre plusieurs semaines avant de recourir au Comité de Liège et nous avons ainsi permis aux Communes de la banlieue de Liège d'être aidées avant la nôtre.

Voici la teneur de l'affiche annonçant les jours de ravitaillement:

«Les habitants sont informés qu'il sera procédé tous les 15 jours, au local du Cinéma, les mardis et mercredis pour la section d'Aywaille-Awan; les jeudis et vendredis pour la section de Sougné-Remouchamps, au débit de farine qui sera payée 30 centimes le kilo. Il en sera également distribué aux familles nécessiteuses munies de bons du Bureau de Bienfaisance.

Les rations seront calculées à raison de 250 grammes par jour et par tête.

Les personnes ayant encore de la farine seront assez loyales pour ne se présenter que quand leur provision sera à peu près épuisée.

Les conseillers communaux de chaque section sont invités à prêter leur concours aux membres du Bureau de Bienfaisance et au receveur communal.

Le commissaire de police et l'agent de garde à la Maison communale sont chargés d'assurer le maintien du bon ordre.»

Je rends de nouveau hommage au zèle de M. Germain, notre délégué au Comité de Liège et dont les divers rapports consacrés aux séances dudit Comité sont réunis en une farde volumineuse et substantielle qui peut être consultée avec fruit à la Maison communale.

Je tiens seulement à transcrire ici un rapport de décembre émanant du toujours dévoué M. Ernould, au nom du Comité d'Aywaille:

«La distribution de farine aux habitants de la Commune d'Aywaille se fait à raison de 250 grammes par tête et par jour.

En raison de la grande distance qui sépare bon nombre d'habitants du lieu de distribution, nous sommes obligés d'effectuer ces distributions tous les 15 jours.

La grande majorité des habitants possédant un four à cuire le pain, et à la demande générale, nous avons jugé que la manière la plus juste et la plus efficace était de distribuer la farine à toutes les familles.

Toutes les familles sont inscrites par lettre alphabétique dans notre livre de distribution ; à côté du nom, se trouve mentionné le nombre des personnes composant la famille ; le nombre de personnes a été soigneusement révisé par les autorités communales et les membres de la police locale ; nous sommes ainsi certains que la répartition se fait d'une manière exacte.

Nous avons divisé les familles en 3 catégories comme suit :

La première catégorie se compose des familles aisées payant leur farine en la recevant. La recette est inscrite séance tenante dans un livre spécial qui renseigne le nom de la famille et la somme perçue.

La deuxième catégorie se compose des familles nécessiteuses ne possédant pas une personne valide du sexe masculin. Ces familles reçoivent la même quantité de farine que celles de la première catégorie. Elles nous sont renseignées par les membres du Bureau de Bienfaisance qui assistent à toutes les distributions. Ces ménages naturellement ne paient pas la farine. Nous mentionnons dans un registre la quantité leur remise avec le prix que nous distinguons par la mention (ind.) portée sous la somme que nous devons percevoir.

La troisième catégorie qui reçoit la même quantité que les deux autres se compose des familles possédant une personne masculine apte au travail. Ces gens reçoivent leur farine gratis mais doivent fournir un travail à la Commune. Nous leur faisons réparer nos chemins ; ils travaillent sous la surveillance de nos cantonniers et nous leur attribuons un salaire journalier de 2 frs, 1,50 frs et 1 fr suivant leur degré d'aptitude. Lorsqu'ils ont travaillé une quinzaine de jours, nous changeons de brigade en ayant soin d'occuper plus longtemps les hommes possédant une nombreuse famille. De cette façon, nous ne laissons pas les hommes dans l'oisiveté ; ils réparent nos chemins relativement à bon compte et les ouvriers se félicitent de la combinaison.

Nous occupons journellement pour toute la Commune environ 250 à 300 ouvriers qui réparent les chemins pour au moins une douzaine d'années (1). Les hostilités terminées, ces gens ne nous devront presque rien ou nous ne leur serons débiteurs que d'une somme très minime. Nous portons dans notre livre la quantité que nous leur donnons et nous les distinguons par la lettre (C) que nous inscrivons sous la somme que nous devons percevoir.

Un compte est ouvert pour chaque ouvrier de cette catégorie.

Pour faire notre distribution, nous employons 3 jours ; la Commune étant très peuplée et très étendue.

La personne se présente au bureau de l'agent qui tient le livre de distribution ; ce dernier, en voyant le nombre de personnes composant la famille, dicte à son collègue le nom de la personne et la quantité de farine. Ces renseignements sont inscrits sur une fiche remise à la personne qui se présente ; celle-ci passe à la caisse et ensuite à la bascule ; là, les employés préposés au pesage remettent la farine sous la surveillance de la police locale ; de cette façon aucune mesure de faveur ne peut avoir lieu.

Nous pouvons donc affirmer que tout se passe en bon ordre et que la population servie d'une manière rapide et équitable se trouve satisfaite mais demande cependant une petite augmenta-

tion quant à la quantité distribuée. »

Le 8 septembre, le commandant de place vient m'informer que Monsieur le vicaire de Dieupart, ainsi que 3 Pères Salésiens ont été arrêtés hier et retenus en otages au poste de garde. Il paraît que cette arrestation résulte de l'esprit plus ou moins hostile des habitants de Remouchamps envers les officiers et que cette attitude est due à l'influence des Salésiens... (2)

J'obtiens qu'on rende de suite le vicaire à sa mère ; quant aux Salésiens, ils furent relâchés le soir.

Le 9 septembre, le major m'écrit qu'il ne voit pas d'inconvénient à ce que nous chargions le fontainier de manœuvrer chaque mois les pompes à incendie et que nous reprenions celle de la section de Sougné qui avait été réquisitionnée dans les premiers jours du mois d'août et qui se trouve actuellement sur le pont du chemin de fer à Remouchamps.

Le 11 septembre, le major, comme suite à la demande d'une pauvre femme qui se plaint de souffrir de la faim avec ses enfants, me prie de faire prendre les mesures nécessaires par le Bureau de Bienfaisance. Je réponds par lettre n° 1584 que cette plainte n'est certainement pas fondée et qu'à l'avenir, on veuille bien me signaler les noms des plaignants.

Le 13 septembre, je reçois la déclaration suivante de M. Jacques Defossé, maçon, 26 ans, qui l'a signée avec nous :

« J'ai été appelé vendredi 11 courant, ainsi que mon père, par le commandant du poste allemand à l'Hôtel des Étrangers. Cet officier nous a dit qu'on avait détérioré le caveau contenant les sépultures de la famille des Chevaliers de Theux, au Château de Montjardin.

Il nous a demandé d'aller avec lui constater la chose, afin que nous fassions les réparations nécessaires.

Par reconnaissance envers la famille de Theux, nous avons promis de les faire dans le plus bref délai possible. »

Le 14 septembre, le major me demande nom et adresse d'un vétérinaire pour examiner sans frais les bêtes abattues pour les troupes.

Le 15 septembre, j'adresse au commissaire de police le communiqué suivant :

« Le ff. de bourgmestre rappelle au commissaire de police les attributions respectives de l'un et de l'autre.

Le bourgmestre, chef de la police administrative l'exerce personnellement dans chaque commune, là même où il y a un commissaire de police ; quant à la police judiciaire, il ne l'exerce que dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police.

Lorsque les tribunaux ne fonctionnent pas, comme dans la période actuelle, le bourgmestre doit se mettre en rapport avec l'autorité militaire et prendre des mesures pour sauvegarder sa responsabilité.

(1) Ne, sutor, ultra crepidam ! Le travail est à refaire depuis longtemps pour la plupart des routes communales.

(2) Les Pères Salésiens, professeurs à l'Institut Saint-Raphaël à Dieupart, comptant parmi eux deux Français, et possédant des machines à écrire, étaient accusés de répandre des feuilles dactylographiées reproduisant des nouvelles de guerre. L'abbé Wilkin, révérend vicaire à Dieupart, fut pris dans le même coup de filet, au moment où il s'était rendu à l'Institut pour se confesser.

Ce fut l'occasion pour nos braves landstürms du 40^e Bataillon Brunswick de se livrer à un beau déploiement de forces. Ils firent un tel tapage que l'on croyait à une bataille imminente.

C'est dans ce but, que pour assurer l'ordre et empêcher les troupes d'occupation de sévir parfois injustement contre mes administrés, je dois me rendre compte de tout ce qui peut m'être utile et, entre autres, surveiller les agents de la police locale. J'ai donc le droit de demander au commissaire de police communication des procès-verbaux qu'il aurait à faire en matière de police judiciaire; libre à lui de les conserver pour l'époque où les tribunaux rentreront en fonctions. Mais en attendant, je confirme à nouveau que je puis réclamer du commissaire de Police la communication des procès-verbaux à charge de citoyens contre qui je croirais devoir sévir, afin que la punition serve d'exemple et empêche des conséquences désastreuses pour la Commune. »

Le 21 septembre, envoi à l'Administration communale d'Ougrée d'un double de la liste détaillée du bétail fourni, en suite de la réquisition de l'autorité militaire belge.

Le 22 septembre, j'informe par voie d'affiche que désormais l'autorité militaire allemande paiera au comptant les vivres fournis aux soldats et qu'il n'y aura plus de réquisitions.

Le 22 septembre, le commandant de place me prie de faire afficher: (1)

AVIS

Dans la nuit du 21 au 22 septembre, un soldat qui était de garde devant le Château de Stoumont a été très grièvement blessé par un coup de fusil tiré par un civil.

Comme le coupable n'a pas été livré aux autorités militaires, le château et une maison suspecte ont été détruits par le feu.

Aywaille, 23 septembre 1914.

KRAUSE
Major et Commandant

Aywaille, imp. E. Cousin, rue Hongrée

Le 24 septembre, j'écris à M. Blaise, conducteur des Ponts et Chaussées, pour connaître sa décision concernant les troncs d'arbres abandonnés sur les routes de l'État.

N'ayant pas reçu de réponse, j'ai, après échange de lettres, obtenu le 8 octobre du colonel von Uslar-Gleichen, commandant militaire, pour de nombreuses Communes avec Aywaille comme centre de résidence, l'autorisation de vendre ces troncs d'arbres au profit des pauvres de la Commune.

Le 23 septembre, j'ai réussi facilement, par mes explications au major, à aplanir l'incident Monseur, instituteur communal à Kin. (2)

Le 25 septembre, d'accord avec l'autorité militaire, le Collège décide la rentrée des écoles à l'époque habituelle.

Le 3 octobre, le major me fait annoncer par voie d'affiche l'avis suivant:

« Défense expresse est faite aux jeunes gens qui doivent le service militaire en Belgique de suivre les ordres de rappel déjà reçus

ou à recevoir; il leur est interdit de quitter leur lieu de domicile dans ce but. Les contraventions seront rigoureusement punies et les familles des jeunes gens qui n'obéiraient pas, en seront responsables. Les jeunes gens qui seront trouvés en possession d'un ordre de rappel ou d'une médaille militaire d'identité seront considérés comme prisonniers de guerre. »

Les maîtres de carrières convoqués à une réunion de Collège sont informés que l'autorité militaire autoriserait la reprise du travail.

Je leur fais valoir l'utilité de cette reprise aussi bien pour toute la Commune que pour les ouvriers eux-mêmes. Ils refusent, en invoquant pour motifs:

1. Manque d'argent.
2. Poudre, huile, houille manquent.
3. Il faudrait pouvoir tirer des pétards pendant la journée, tout en conservant le tirage des mines aux heures fixées par la loi.
4. Accumulation de stocks.
5. Au point de vue de la location communale.
6. Il est facile d'autoriser; ce n'est pas une faveur, il y a même des carrières où on a brisé, enlevé outils et détruit.

État des disponibles au 9 octobre

Aywaille-Awan

10.450 kg froment, 2.375 seigle, 10.950 avoine et 7.200 kg de pommes de terre.

Section de Sougné

2.500 kg froment, 5.000 seigle et 6.000 avoine (ferme Magis).

Si on décidait plus tard l'émission de bons de caisse, en voici des modèles: (1)

(1) Malentendu et comédie. Un soldat rentrant de faction déposa son fusil tout armé sur la table du poste de Stoumont. Pour des raisons mal élucidées, le coup partit et la balle vint atteindre à la cuisse un de ses camarades (qui mourut, paraît-il, après amputation). Le soldat en faute imagina, avec la complicité de ses compagnons, une attaque par des francs-tireurs. Le château de Targnon et la maison occupée par M. Lawarrée furent brûlés le lendemain. Sous prétexte de déménager préalablement le mobilier, les boches en profitèrent pour piller et briser tout ce qu'ils purent.

(2) Notre « garnison » ayant aperçu des lueurs du côté de Kin et une lanterne circulant sur la Heid prétendit qu'il s'agissait de signaux. Les soldats firent rentrer les habitants; les officiers se réunirent sur la place des patrouilles parcoururent les rues en arrêtant de paisibles passants. Monsieur François Monseur, instituteur à Kin, se trouvait chez moi ce soir-là, et venait de sortir. Il fut arrêté sur la place, conduit à la Kommandantur où, son identité établie, on lui laissa le choix de son logement. Il vint passer la nuit chez moi. Le lendemain, on perquisitionnait à son école et à son domicile, sous prétexte qu'il avait dû faire des signaux des fenêtres de l'école de Kin.

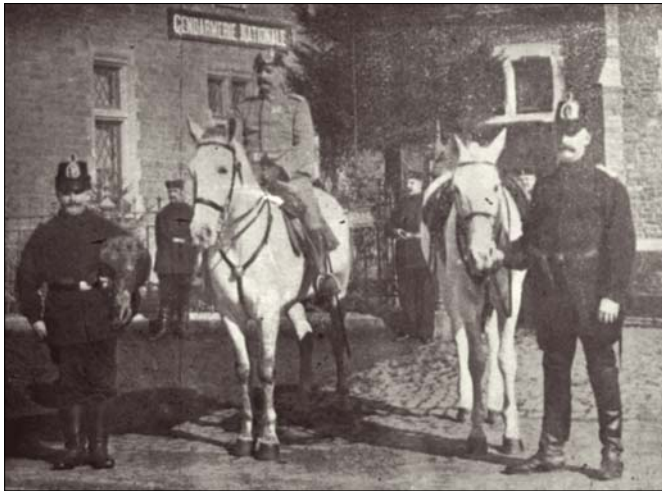
Tout se réduisait à quelques lanternes promenées dans le village de Kin par des habitants surveillant les décombres d'une grange incendiée dans la nuit du 19 au 20, et par un cultivateur veillant auprès d'une vache en vèlage.

En quittant Aywaille le lendemain, mon ami Monseur rencontra son père encadré de soldats, et nous revînmes de compagnie au poste, où tout s'expliqua. L'alibi était patent et ce ne fut pas inutile!

Le même jour, on arrêtait un gosse faisant du feu sur la Heid. Il paraît que c'était encore un signal.

Il est regrettable que le ridicule ne tue pas. Nous eussions été débarrassés des boches bien avant l'armistice!

Le 16 octobre, grâce à l'intervention du Comité de S.



12 octobre 1914 - Le major Krause, commandant de place et ses gardes du corps.

et d'A., les détenteurs de livrets à la Caisse d'Épargne peuvent obtenir des remboursements de 20 à 30 francs par quinzaine, à déduire de leurs livrets.

M. Dechamps, percepteur des postes, a bien voulu se charger de la besogne et j'ai obtenu du major l'autorisation pour les habitants de se rendre à cet effet au local du Bureau des postes, de 10 à 12 heures.

La réouverture des cours de l'École de dessin industriel est fixée au 21 octobre.

Le colonel baron von Uslar nous envoie le 18 octobre la circulaire suivante :

« Les bourgmestres de toutes les Communes doivent faire savoir sous leur responsabilité :

1° Les noms des exploitants maîtres de carrières de toutes les carrières dans leur Commune ;

2° De remettre une déclaration de chaque exploitant s'il a encore des matières à explosion : des cartouches, des mèches, dynamite, poudre, etc. ;

3° Quand et à qui il a remis les matières à explosion ;

4° Les bourgmestres qui n'ont pas encore fourni les listes originales des miliciens pour 1914, 1915 et 1916 doivent les remettre immédiatement et, s'ils ont remis les listes, quand et à qui ?

5° Les miliciens ne peuvent quitter leur domicile pour une longue durée, sinon ils seront punis séance tenante ; leur famille et les tuteurs en sont également responsables. »

Le 23 octobre, M. Carlos Denis nous fournit contre réquisition un pneu enveloppe lisse 760x90.

La lettre suivante nous est adressée par le major Krause le 23 octobre :

« Le Bataillon vous fait poliment observer que, selon le paragraphe de la loi martiale du 13/6/1873, la houille et le pétrole sont compris comme matières à réquisitionner.

Ces matières peuvent être réquisitionnées par ordre du Bataillon, pour les charbons, dans les houillères, les

Charbonnages Fond-Piquette lez-Chèvremont, Ste-Marguerite, La Haye, Banneux lez-Liège ; pour le pétrole, à la Société Olex-Liège.

Veuillez vous adresser à ces Sociétés et vous engager à faire le paiement.

Il sera convenable de faire un paiement anticipatif pour faire couvrir un peu les frais de réexploitation.

Les premières fournitures devront être faites par camions ; plus tard, quand les trains marcheront régulièrement, le transport pourra se faire par chemin de fer. »

Le 24, le capitaine BECKER réclame une liste de 50 familles auxquelles il fera distribuer journellement de la soupe, à condition que 5 femmes viennent dans l'après-midi, éplucher les pommes de terre.

Le 25 octobre, l'Autorité militaire me demande de faire afficher :

« Les chars à 4 roues et tous les chevaux de la Commune d'Aywaille, sauf les poulains en-dessous de 2 ans, doivent se trouver sur la route d'Aywaille à Dieupart le mardi 27 courant à 9 heures. »

Grâce à mes explications concernant la nécessité de conserver les chevaux qui nous restent pour assurer le service de ravitaillement, grâce à l'intervention de M. Lambert Van den Wildenberghe, 2 chevaux et 2 voitures seulement ont été pris.

Le 26 octobre, réponse en ce sens à MM. Lagasse et Carpentier du Comité de charité de S.-R. :

« J'avais réquisitionné M. Schoune pour 10 sacs de farine et non de grains. Je n'ai jamais blâmé que votre parti-pris de ne pas réserver quelques sacs pour les pauvres, quand vous faisiez vos commandes pour groupements. »

Le 1^{er} novembre, note suivante pour les cantonniers :

« Il serait utile d'employer à l'entretien et à la réfection de chemins communaux les chômeurs involontaires.

Faire travailler par huitaine ou quinzaine à tour de rôle.

Vous entendre avec M. Arnold, receveur communal, pour le paiement en bons de farine ou autres. »

Je leur ai ensuite dit ou écrit qu'ils pouvaient demander aux conseillers communaux de leurs sections de les aider, soit pour l'indication des ouvrages les plus urgents, soit pour la surveillance, soit pour l'exécution de journées.

Le 5 novembre, le Collège prend une délibération tendant à disposer de suite du reliquat de 10.000 francs sur le dernier emprunt au Crédit Communal autorisé par arrêté royal du 3 novembre 1913.

(1) Soucieux de rendre très exactement la pensée de l'auteur, j'ai préféré reproduire les bons de monnaie dont la simple copie figure au texte original.

Outre les bons de Sprimont, Liège, Spa, cités par l'auteur, j'ai pu donner la photo de papiers-monnaies émis par les villes de Verviers et Huy mis gracieusement à ma disposition par mes amis M. le Notaire Collard et M. Fernand Bonmariage, que je remercie ici très cordialement.



Bon de monnaie émis par la Ville de Liège (1914).



Bon de monnaie émis par la Ville de Spa (1914).



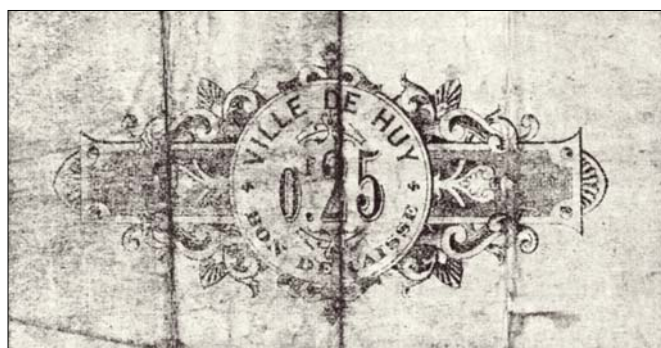
Bon de monnaie émis par la Commune de Sprimont (septembre 1914).



Bon de monnaie émis par la Ville de Verviers (1914).



Bon de monnaie émis par la Ville de Huy (1915).



Le 19 novembre, ces 10.000 francs ont été touchés chez M. G. Grégoire, président de la Députation permanente.

Le 7 novembre, le Collège adresse à l'Administration communale d'Ougrée la lettre suivante n° 1129:

« Par lettre du major Krause, commandant de place d'Aywaille, en date du 28 septembre, n° 78, l'autorité militaire allemande a pris possession du bétail venant d'Ougrée. Elle l'a toutefois laissé chez les habitants mais en exigeant la liste complète des détenteurs.

Elle nous a autorisés à disposer d'une partie de ce bétail, au profit des pauvres de la Commune.

Jusqu'à ce jour, nous avons utilisé 50 bêtes pour notre population pauvre et les militaires en ont également fait abattre pour leur consommation. »

Le 12 novembre, j'apprends et en fais part aux intéressés que la dame du Notaire J. Keppenne se charge de transporter en auto à Cologne des paquets de 4 kg au plus, destinés aux militaires belges prisonniers en Allemagne; de Cologne, ils sont expédiés aux villes où séjournent ces prisonniers dont il faut mettre sur l'adresse les noms et prénoms, les numéros des matricules et le régiment dont ils faisaient partie.

C'est François Gilles, messenger, qui doit remettre les paquets chez Madame Keppenne.

Le 13 novembre, je reçois l'invitation par lettre du capitaine Becker, au nom du Corps des officiers, d'assister le mardi 17 à un dîner (Hôtel du Luxembourg) à l'occasion de l'anniversaire de naissance de S.A. le Duc de Brunswick.

J'ai naturellement répondu par un refus et je garde la lettre en souvenir.

Le 17 novembre, le commandant militaire allemand de ravitaillement de Bressoux nous fait demander: pour jeudi à midi, les bêtes venant d'Ougrée, actuellement en la Commune, doivent être réunies dans la prairie du fermier Pierre Dumont; ce bétail sera repris par 20 à 30 soldats allemands; contre reçu servant de décharge.

Le jeudi 19, les militaires sont venus reprendre 134 vaches et le 22 novembre, le Collège, en prenant notification du reçu de décharge du commandant de Bressoux, décide que, pour les vaches non enlevées le 19 courant, le commissaire de police et M. Detaille, vétérinaire, demanderont aux détenteurs de les acheter; le produit en sera versé au receveur communal, au profit des pauvres de la commune, comme précédemment, afin d'acheter grains, pommes de terre, etc., à distribuer; il sera prélevé une indemnité de 20 francs à payer aux détenteurs dont les vaches ont été reprises le 19 courant.

Le 18 novembre, des expéditeurs chargés du transport des farines à Louveigné, au nom de l'autorité militaire allemande qui ravitaille cette Commune, viennent nous offrir au prix de 60 frs, 100 sacs qu'ils ont en trop; ils nous demandent de profiter de l'occasion; nous répondons que nous avons de la farine nous revenant à 30 francs, et ils s'en vont tout ahuris!

Le 21 novembre, j'obtiens le renvoi chez ses parents du jeune Armand Leclercq (15 ans) arrêté pour discussion avec des soldats. Le major, à qui j'avais écrit, a de suite accepté mes explications.

Le 24 novembre, lettre du kreis-chef de l'Arrondissement de Liège, colonel baron von Uslar, invitant les bourgmestres à se réunir le 26 novembre, à 11 heures, pour délibérer sur des questions d'intérêt public.

Les bourgmestres sont aussi priés de répondre aux questions suivantes:

1. Quelles raffineries de sucre y a-t-il dans votre Commune?
2. Lesquelles de ces raffineries travaillent à présent?
3. Lesquelles de ces raffineries s'occupent de fabrication de farine de betteraves?
4. Quels chemins de fer vicinaux ont été remis en marche et lesquels ne le sont pas encore?

Résumé de la réunion du 26 novembre:

Le colonel ouvre la séance en lisant quelques lignes écrites en français; il nous souhaite la bienvenue et demande qu'on réponde à sa confiance en nous par notre confiance en lui-même (confiance mutuelle). Il a ensuite parlé en allemand, en faisant traduire par le lieutenant Hamel:

I. Pour le relevé des denrées au-dessus des 500 kilos, ce n'est pas du tout pour les réquisitions militaires de l'excédent; les cultivateurs en restent propriétaires: c'est pour connaître les ressources en vue des nécessités du ravitaillement de la population belge.

II. En Belgique, une partie des habitants vivent de l'élevage du bétail, et l'autre du produit des récoltes. Il faut donc faciliter les transports, surtout par les chemins de fer vicinaux.

III. Comment nourrir les bestiaux en hiver?

1. Par l'importation des grains.
2. Par l'emploi des betteraves: au lieu d'en faire du sucre, il serait préférable de les donner en nourriture au bétail (mélasse, pulpe de betteraves desséchées, etc.).

IV. Le colonel nous demande des conseils et nous affirme qu'il est à notre disposition: nous pouvons lui écrire ou faire des démarches personnelles.

Plusieurs membres donnent leurs idées: M. Boulanger, entre autres, dit qu'il y a trop peu de betteraves dans l'Ardenne liégeoise et dans la région herbagère.

MM. Polet, de Villers-St-Siméon et Henri Francotte, de Dalhem, disent que les cultivateurs ont toujours une grande défiance à cause des multiples réquisitions (fourrages), etc.

On répond qu'il n'y aura plus désormais de réquisitions militaires, mais on a soin d'ajouter: sauf pour les localités où il y a des troupes d'occupation.

Il est fait de nouveau appel aux bourgmestres qui n'ont pas encore envoyé le relevé des provisions, en demandant qu'on le fasse aussi exactement que possible.

M. Francotte revient sur ses observations en disant que,

pour les cultivateurs, les réquisitions seront toujours une épée de Damoclès.

M. le conseiller du gouverneur militaire de Liège, qui a lui-même une exploitation agricole dans la région d'Aix-la-Chapelle, donne divers conseils et explications; l'exportation du sucre en Allemagne est inutile: il n'y a que trop de sucre (entre parenthèses: **LES ALLEMANDS DEVRAIENT BIEN CONSOMMER LEUR EXCÉDENT DE SUCRE AFIN DE DEVENIR PLUS DOUX**); il vaut donc mieux cultiver du grain que des betteraves...

V. — On aborde ensuite les prix maxima des denrées alimentaires. Les prix fixés par la circulaire du 6 octobre du bourgmestre de Liège sont-ils trop élevés?... Pour empêcher les accapareurs, il faut un prix maximum.

L'importation des grains exotiques (de l'Amérique) est autorisée pour le ravitaillement de la Belgique.

Plusieurs membres parlent à cette occasion du Comité de ravitaillement: le prix de la farine est variable et ne peut être fixé définitivement.

Le bourgmestre de Forêt insiste sur la suppression des réquisitions militaires dans les localités industrielles... Hier encore, il a dû fournir 200 couvertures, etc., etc.: les finances communales sont forcément en déficit.

On revient aux prix maxima:

Frs 3.60 pour le kilo de viande est trop élevé: 2 francs suffisent, même pour la première qualité, le bétail se vendant actuellement à très bon compte; mouton: Frs 2,50; — porc: Frs 2.60; — lard: Frs 2,20; — jambon, Frs 6,00; — riz... — café: Frs 3,00; — sucre, Frs 0,90...; pour le pétrole, on s'occupe d'obtenir l'importation.

Il est convenu que la liste des prix maxima sera fixée plus tard par le Comité de ravitaillement.

VI. — Le colonel demande les mesures qu'il conviendrait de prendre contre les pillards, etc. On conseille d'armer les gardes champêtres et agents de la police locale; mais, où trouver les armes?

Patrouilles de militaires?

Patrouilles de citoyens?

VII. — Le colonel insiste encore pour qu'on lui adresse directement les plaintes sur des faits répréhensibles à charges de militaires.

Pour finir, on lit la dépêche qui va être remise aux bourgmestres, dépêche demandant la liste des anciens militaires belges revenus en habits civils dans leurs Communes.

Ayant obtenu la parole à ce sujet, je fais remarquer que M. le colonel en ouvrant la séance a fait appel à la confiance de part et d'autre. Et maintenant, on voudrait exiger de nous, de dénoncer des concitoyens, qui ont probablement fait leur devoir. C'est nous obliger à un vilain rôle, etc., etc.

Ayant demandé ce qu'on ferait des habitants signalés de cette façon, il m'est répondu que peut-être on les enverrait comme prisonniers en Allemagne et qu'en tout cas, ils seraient surveillés. Après échange d'explications, il est dit que ces instructions sont commandées par le gouverneur militaire de Bruxelles, Comte von der Goltz; et que, comme militaires, ils doivent exécuter ces ordres, sans les

discuter.

On arrive ensuite aux civilités d'usage, avant de lever la séance et on nous distribue deux dépêches, l'une concernant les passeports, et l'autre relative aux soldats belges revenus dans leurs Communes.

À leur départ, le colonel et le lieutenant Hamel m'annoncent qu'ils viendront à Aywaille demain dans la matinée au sujet de la lettre que je leur avais envoyée. Je leur écrivais:

«Je viens d'apprendre par Monsieur Lambert qu'on a débâté contre moi auprès du colonel, à propos des vaches retour d'Ougrée et à propos de la vente des troncs d'arbres. Le lieutenant Hamel doit se rappeler que, fin septembre, il est venu avec le major Krause pour reprendre — au nom du Gouvernement allemand — les vaches réquisitionnées par le Gouvernement belge un peu avant la guerre; à ma demande, ils m'en ont informé par lettre officielle et, dans cette lettre, ils m'annonçaient que je pouvais disposer d'une partie de ce bétail pour la population pauvre de ma Commune. J'ai usé de la permission, peut-être un peu trop largement; j'ai vendu aussi des vaches à certains détenteurs et j'ai pu ainsi fournir à la caisse communale de l'argent pour acheter grains, farines, etc., à distribuer aux indigents. Il paraît qu'on m'a accusé d'avoir fait du favoritisme au détriment des pauvres, et c'est précisément tout le contraire. D'autre part, au début de son arrivée à Aywaille, le colonel m'avait écrit pour me demander d'entretenir les routes et faire remédier aux lacunes des fossés, etc.; en lui répondant que j'exécuterais ses ordres, je lui apprenais qu'il y avait beaucoup de troncs d'arbres coupés et abandonnés le long des routes et qu'il m'obligerait en me donnant l'autorisation de les vendre au profit des pauvres. J'obtins l'autorisation et, comme il y a 5 cantonnements de routes ressortissant du receveur de l'Enregistrement, en résidence à Aywaille, j'envoyai aux marchands de bois des circulaires fixant la vente des 5 lots correspondant aux 5 cantonnements.

Deux bourgmestres voisins s'étant plaint de cette façon d'agir, j'ai fait remarquer que la Commune d'Aywaille ayant eu des troupes allemandes sans interruption depuis le 4 août avait dû payer beaucoup plus que les autres villages pour obéir aux réquisitions de toute nature; qu'en outre, notre caisse communale avait été confisquée et que le produit de la vente n'était qu'une faible compensation à nos dépenses. Des malveillants se sont fait l'écho de ces plaintes et, comme le fils d'un bourgmestre a été acquéreur d'un des lots exposés en vente, on a prétendu que c'était mon fils. M. Lambert n'a pas pensé à dire au colonel que mon fils est un jeune docteur ayant passé ses examens avec grande distinction et n'ayant jamais songé à se faire marchand de bois.

Si j'ai bien compris M. Lambert, on aurait voulu me faire passer pour un de ces exploiters qui profitent malhonnêtement de la période actuelle. »

La conclusion de mon entrevue avec les 2 officiers fut celle-ci: pour les vaches, ils m'ont dit qu'ils approuvaient entièrement ce que j'avais fait; quant à la vente des troncs d'arbres, le colonel m'a dit que, dans sa pensée, il croyait ne me donner l'autorisation que pour les bois se trouvant sur le territoire de ma Commune, mais que maintenant, il admettait les motifs que j'invoquais; il m'a seulement demandé quelle autorité militaire avait confisqué la Caisse communale.

Le 6 décembre, réquisition du froment resté disponible à Awan, Septroux et Chambralles.

Le 9 décembre, par décision du Collège, lettre à M. Rouffignon, inspecteur des Eaux et Forêts, lui annonçant une vente de futaie et lui demandant l'autorisation de procéder à la vente publique d'une coupe de bois en Heid d'Ile et du restant de celle de Menhir: dès que cette autorisation sera venue, le Conseil sera convoqué à une séance.

Le 11 décembre, reçu du Comice de la Société Royale Agricole de l'Est une lettre indiquant les moyens de faire rembourser par la Banque de Verviers les prestations faites au Gouvernement belge d'après la loi du 14 août 1887. La lettre est communiquée au commissaire de police qui est chargé de faire le plus tôt possible le travail nécessaire.

Le bourgmestre m'annonce qu'il reprendra ses fonctions à quinzaine.

Le 12 décembre, reçu l'arrêté suivant du Gouverneur Général en Belgique:

ART. 1. — La loi du 4 août 1914, relative à la délégation des pouvoirs en cas d'invasion du territoire, est abrogée.

ART. 2. — Tous les pouvoirs appartenant aux gouverneurs provinciaux en vertu des lois sur l'administration des Provinces et des Communes sont exercés par les gouverneurs militaires de l'Empire Allemand. Les présidents du Gouvernement civil ressortissant aux gouverneurs traitent, au nom de ceux-ci, les affaires courantes de l'Administration provinciale et pourvoient aux affaires et à la présidence des Députations permanentes. Les pouvoirs appartenant au Roi des Belges sont exercés par moi, en ma qualité de gouverneur général impérial.

ART. 3. — Les résolutions prises depuis l'entrée en vigueur de la loi, susmentionnée du 4 août 1914 par les Députations permanentes, les Conseils provinciaux et les Conseils communaux doivent, pour être valables, être approuvés, après coup, par les autorités désignées à l'article 2, pour autant que ces décisions eussent dû être approuvées par les gouverneurs provinciaux ou par le Roi.

Bruxelles, 3 décembre 1914.

Le gouverneur général en Belgique,
Baron von BISSING

Le 16 décembre, communication d'une circulaire du gouverneur général impérial de Bruxelles, concernant les étrangers civils qui pourraient se trouver sur le territoire de la Commune (Français, Russes, Anglais ou Japonais) et les jeunes gens faisant partie ou devant faire partie de l'Armée belge (liste de milice des classes de 1912, 1913, 1914 et 1915).

Le 17 décembre, le bourgmestre et moi, sommes convoqués par le kreis-chef, colonel von Uslar, à l'hôtel du Casino; nous nous y rendons avec le secrétaire. Le docteur Vollmer, gouverneur civil, qui accompagnait le kreis-chef demande au bourgmestre qu'il lui remette sa démission. Je lui fais observer que le bourgmestre, nommé

par arrêté royal, ne peut adresser sa démission qu'au Roi des Belges. Le gouverneur civil se rend à l'évidence et le bourgmestre consent à me prolonger pendant 6 mois la délégation de ses pouvoirs faite le 8 août dernier.

Séance du Collège le 18 décembre

En suite de l'arrêté du 3 décembre dont copie a été envoyée aux membres du Conseil communal, arrêté signé du gouverneur général impérial à Bruxelles et affiché dans les Communes belges,

Le Collège décide:

1°) de ne pas convoquer de séances communales, afin de ne pas avoir à soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure allemande les délibérations qui seraient prises par le Conseil;

2°) de ne pas procéder actuellement à la vente publique de coupes de bois autorisée par M. l'inspecteur des Eaux et Forêts;

3°) d'envoyer aux marchands de bois de la contrée, des circulaires annonçant la vente de futaie aux coupes de Heid Goreux, Noireheid, Grosse-Lixhet, Bablette, par soumission cachetées, aux diverses conditions à déterminer.

À la même séance, le Collège décide, en vue des nécessités financières du ravitaillement, d'autoriser le receveur communal, M. L. Arnold, à emprunter à M. Hensgens, directeur-gérant du Syndicat Agricole «Les Fermiers réunis» à Aywaille, la somme de cinq mille francs au taux de 5% et remboursable dans un an; la Commune se réserve toutefois la faculté de s'acquitter à une date plus rapprochée. La présente délibération sera soumise à l'approbation de la Députation permanente.

Le 28 décembre, visite de M. Jackson, délégué des États-Unis, qui félicite notre Comité de ravitaillement pour le choix du local, pour l'organisation et pour l'ordre de la comptabilité; il approuve beaucoup la mesure utilitaire et pratique de faire travailler pour la Commune les habitants sans ouvrage et de les payer en bons de farine ou autre denrée.

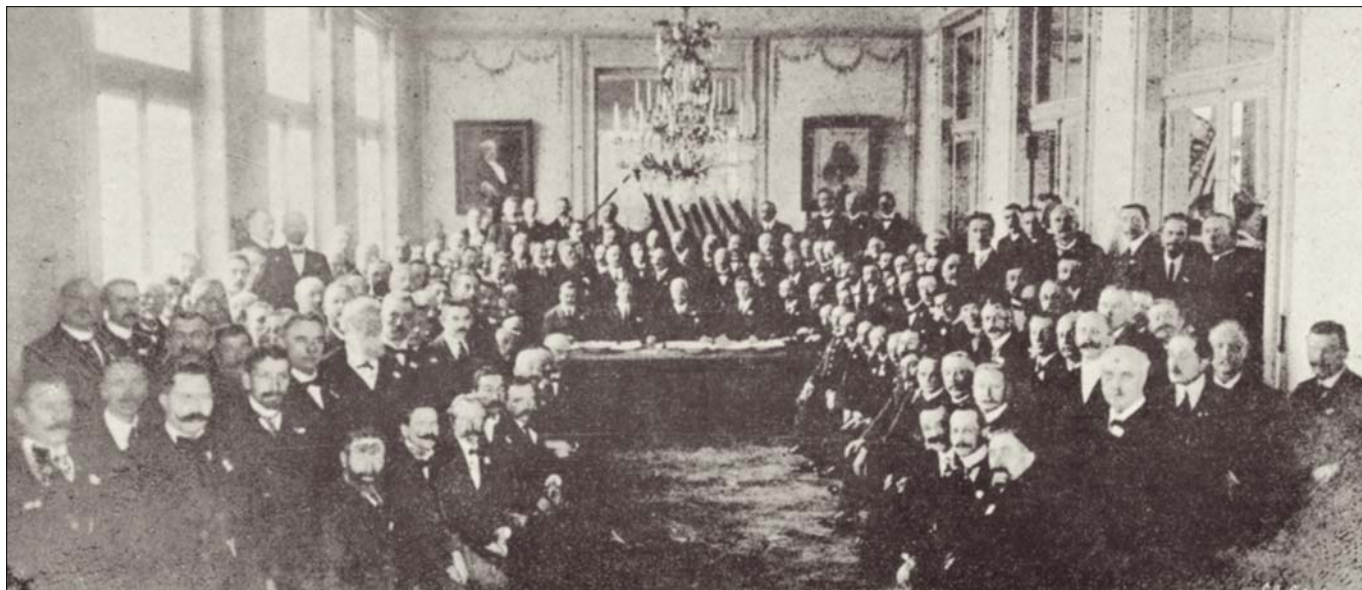
Le 31 décembre, M. Germain nous annonce que, par l'intermédiaire du Comité de Secours et d'Alimentation, les Charbonnages du Horloz donnent 6.000 kgs de houille pour les pauvres de notre Commune.

Le Collège, en séance du 31 décembre, prend une délibération concernant une avance de fonds à faire à la Commune par le Comité National de Secours et d'Alimentation pour faire face aux dépenses urgentes nécessitées par les secours aux familles se trouvant dans le besoin parce que la guerre leur a enlevé leurs soutiens.

Le chèque serait touché par le receveur communal.

Le 1^{er} janvier, comme lettre de nouvel an, je reçois de l'Administration communale d'Ougrée, la suivante, datée du 23 décembre:

«J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 courant, n° 1610, et je constate que c'est la première fois depuis 4 mois que vous me signalez n'avoir reçu que 263 bêtes au lieu de 265.»



LE COMITÉ DE SECOURS ET D'ALIMENTATION DE LA PROVINCE DE LIÈGE

Séance de reconnaissance aux délégués américains de la Commission FOR RELIEF IN BELGIUM chez M. van Hoegaerden, président du Comité de S. et d'A. de la Province de Liège.

Les reçus que nous possédons et qui sont à votre disposition ici pour examen sont bien relatifs à 265 bêtes. Il y a donc lieu de rechercher ce que sont devenues les deux manquantes.

Je suis surpris aussi de ne pas avoir reçu les réquisitions et récépissés dont vous entretenait ma lettre du 8 courant et je vous confirme mes réserves les plus expresses sur l'absence de remise de ces pièces.

Je désire recevoir en plus l'autorisation sans laquelle vous n'avez pu disposer du bétail.

J'ajoute que je vous tiens personnellement responsable des 265 bêtes que je vous avais confiées pour entretenir. Une prompt réponse m'obligerait. »

Je m'empressai d'écrire ce qui suit :

« Le 26 septembre dernier, j'ai reçu la visite du major Krause, commandant de place à Aywaille et de son adjudant, le lieutenant Hamel. Ils me demandaient la liste des détenteurs de vaches réquisitionnées par le Gouvernement belge et ramenées ici, des environs d'Ougrée.

Je leur montrai votre lettre du 7 septembre nous confirmant l'envoi et nous demandant de veiller scrupuleusement à l'entretien et à la conservation de ce bétail et de le tenir constamment à la disposition de l'Autorité militaire belge.

Le major me fit observer que ces vaches étaient désormais la propriété du Gouvernement allemand et que, du reste, il nous en laissait une partie pour nourrir notre population pauvre.

J'eus soin de les prier, afin de pouvoir, comme bourgmestre belge, dégager ma responsabilité envers mon Gouvernement, de vouloir bien m'écrire leur demande, m'accuser réception de la liste que je leur enverrais et me confirmer également par écrit l'autorisation de disposer d'une partie.

Je vous envoie copie ci-incluse de leurs lettres.

Pour les récépissés, nous vous les avons envoyés le 21 septembre sous le n° 1585, par M. Feye de Rouvieux.

Quant aux deux vaches manquantes, le commissaire de police me fait connaître que, d'après les déclarations de MM. Vieujean Léon et Gabriel Désiré, d'Avan-d'Aywaille, une des vaches qu'ils ramenaient, ne pouvant plus marcher, a été laissée à une femme de Boncelles, dont ils ignorent le nom. Pour la

seconde manquante, le commissaire me dit qu'il lui faudrait communication des récépissés, afin de pouvoir faire les recherches nécessaires. »

Reçu aussi le 1^{er} janvier une dépêche du kreis-chef demandant de répondre immédiatement aux deux questions suivantes :

1° Votre Commune a-t-elle fait des emprunts d'argent depuis le mois d'août ?

2° Y a-t-il eu émission de papier monnaie et quel en est le montant ?

Réponse ci-après :

« Depuis le mois d'août, nous n'avons pas fait d'emprunt ; pour les dépenses que nous avons faites depuis les hostilités, nous en devons une grande partie et nous pourrions nous en acquitter après la guerre.

Il n'y a pas eu émission de papier monnaie. »

Le 2 janvier, il est décidé de remplacer désormais la garde de nuit par des patrouilles à organiser par le commissaire de police.

Le 3 janvier, reçu 3 arrêtés pris par le baron von Bissing, Gouvernement général impérial allemand :

1° Transports pour la Hollande ;

2° Loi belge concernant le travail des femmes et des adolescents ;

3° Addition aux matières utilisées pour la guerre et dont l'exportation est défendue.

Le 4 janvier, paiement du chèque de frs 15.266,— comme suite à la délibération du Collège du 31 décembre dernier.

Le 6 janvier, le Collège décide d'adjoindre M. L. Ernould comme délégué suppléant à M. H. Germain, délégué de la Commune et administrateur du 9^e district

du Comité de Secours et d'Alimentation.

M. Oscar Troupin (1), commis des postes, a bien voulu accepter de faire partie du Comité de ravitaillement.

Le 7 janvier, reçu des affiches concernant les pigeons et la télégraphie sans fil, ainsi qu'une autre relative aux condamnations prononcées par jugement du tribunal de campagne de Liège pour trahison militaire: général-major Fivé et lieutenant Gilles, travaux forcés à perpétuité; un tailleur et un marchand, 5 ans de prison; un lithographe, 4 ans et un ouvrier, 3 ans de prison.

Le 10 janvier, arrivée en gare de 6.000 kilos de houille du Horloz pour nos pauvres. Ils seront déposés chez M. Léon Humblet et le mode de distribution sera convenu avec MM. Germain et Ernould: les 60 bons de 100 kilos seront convertis en 70 bons de un hectolitre.

Je suis informé qu'il y a un nouveau commandant de place, le lieutenant-colonel Jaeger.

Le 13 janvier, reçu à 2 heures une délégation ouvrière qui s'était présentée hier en mon absence.

Plusieurs membres m'exposent diverses plaintes contre le ravitaillement. Après avoir écouté toutes leurs doléances, je leur fais remarquer le vilain rôle de ceux qui ont réclamé par écrit à l'autorité allemande...; je leur explique que, par le temps actuel, les Belges doivent s'entraider...; il faut remercier le Comité qui se dévoue continuellement, qui fait ce qu'il peut, et non ce qu'il veut... Je leur démontre qu'en se montrant trop bruyants, ils s'exposent à être emmenés en Allemagne où ils trouveront peut-être des vivres en abondance, entre autres, des saucisses, etc., ce qui ne les empêcherait pas d'être prisonniers et de regretter leur pays...

Après m'avoir prêté une attention respectueuse, ils sont partis en promettant d'être désormais calmes et patients.

Le Collège, en séance du 17 janvier, décide à cause des nécessités financières du ravitaillement, d'autoriser M. L. Arnold, receveur communal, à emprunter à M. Sendron de Harzé, la somme de frs 4.500, à 5%, et remboursable dans un an. La Commune se réserve la faculté de s'acquitter à une date plus rapprochée. La présente délibération sera soumise à l'approbation de la Députation permanente.

Le 23 janvier, note aux gardes-cantonniers Crahay et Lawarrée:

Demander aux Conseillers communaux de la section de vous aider concernant les travaux à exécuter pour le compte de la Commune (soit en vous indiquant les plus urgents, soit en surveillant les ouvriers).

Le 24 janvier, un lieutenant vient réclamer logement pour une compagnie du génie: (2) 300 hommes, 11 officiers et 25 chevaux, et en outre pour 2 compagnies de travailleurs adjoints au génie, chacune de 250 hommes, 2 officiers et 4 chevaux.

Reçu pour afficher: un arrêté décuplant la contribu-

tion personnelle des Belges qui, depuis le début de la guerre, ont volontairement quitté leur domicile; et un avis annonçant que les réquisitions seront désormais payées au comptant... en règle générale...

En séance du 27 janvier, le Collège, après avoir pris connaissance d'un nouvel arrêté du gouverneur général impérial allemand concernant les assemblées, décide de ne convoquer de séance du Conseil que si elle est absolument nécessaire et, en ce cas, de la tenir à huis-clos.

Dans la même séance, le Collège, vu les nécessités financières du ravitaillement, autorise le receveur communal à emprunter à M^{me} de Luesemans la somme de 2.000 francs, au taux de 5% et remboursable dans un an, la Commune se réservant la faculté de s'acquitter à une date plus rapprochée.

La délibération sera soumise à la Députation permanente.

Le 7 février, reçu de M. le D^r Vollmer, gouverneur civil de la Province la dépêche suivante n° 1421:

«Le long des routes dans la province, il y a encore des troncs d'arbres et des déchets des arbres tombés au début de la guerre.

Ces bois doivent être vite mis de côté. Pour autant que ces bois se trouvent le long des routes d'État, ils doivent être vendus et l'argent doit être versé au receveur d'Enregistrement le plus proche.

Pour les bois le long des routes communales, les Communes peuvent en disposer comme elles veulent.

Les bourgmestres doivent annoncer dans les 14 jours si le bois est mis de côté. Si on vend ces bois le long des routes pour d'autres buts que pour la caisse d'État, alors les bourgmestres seront sévèrement punis.»

Le 8 février, envoyé la réponse ci-après:

«J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'y a plus de troncs d'arbres abandonnés sur nos routes.

Ceux qui se trouvaient sur la voirie communale ont été vendus le 11 octobre 1914; quant à ceux de la grande voirie, routes de l'État, nous les avons vendus le 25 octobre au profit de nos pauvres, avec l'autorisation de Monsieur le colonel baron von Uslar-Gleichen.»

Le 10 février, le Conseil, en vue des nécessités financières du ravitaillement, charge le Collège de recourir au fur et à mesure des besoins, à des emprunts à court terme.

Le 12 février, demande à l'Inspection des Eaux et Forêts de nous autoriser à disposer pour les familles nécessiteuses d'une coupe de taillis de 2 à 3 hectares en lieu-dit Mainir.

Le 14 février, le Collège, comme suite à la décision du Conseil du 10 courant, autorise le receveur communal à emprunter à M. Joseph Dubois, à Aywaille ainsi qu'à M. Urbain Libert, à Liège la somme de frs 4.500 au taux de

(1) Parti en 1915, comme volontaire de guerre.

(2) C'étaient des troupes envoyées pour doubler la ligne de l'Amblève. En six mois environ, ce travail fut entièrement exécuté.

5% et remboursable dans un an, la Commune se réservant la faculté de s'acquitter à une date plus rapprochée. La présente délibération sera soumise à l'approbation de la Députation permanente.

Le 17 février, demande au Crédit Communal d'un emprunt de 5.000 frs à court terme.

Le même jour, reçu par l'intermédiaire de M. Ancion, 30 bons de 100 kgs de houille pour les pauvres de la section d'Aywaille-Awan.

Envoi de la lettre aux Comité de Ravitaillement et Bureau de Bienfaisance. La lettre indique également le don de 30 bons pareils au Comité de charité privé de Remouchamps. Le charbon provient de la houillère Collard à Seraing.

Le 19 février, reçu pour placarder une affiche du Grand Quartier Général du 16:

« S. M. l'Empereur Wilhelm II à l'Empereur Franz-Joseph :

Avec l'aide de Dieu, nous avons réussi à battre décisivement les Russes. Jusqu'à présent, 52.000 prisonniers, 44 canons, 60 mitrailleuses sont tombés dans nos mains. Les restes de l'Armée russe s'enfuient vers les forêts d'Augustow et sont poursuivies par nous. » !!!

Le 20 février, emprunt à M. Walthère Leruth, d'Awans-Bierset, d'une somme frs. 40.000, remboursable dans un an, en 8 prêts successifs de 5.000 francs dont le taux d'intérêt à 5% prendra cours à partir du 22 février courant.

Comme les précédentes, cette délibération sera soumise à l'approbation de la Députation permanente.

À l'occasion de la fête de reconnaissance envers les États-Unis organisée pour le 22 février par le Comité Provincial de Secours et d'Alimentation, le Collège décide de donner congé ce jour aux élèves des Écoles communales.

Le 22 février, reçu lettre du 21 n° 2523 invitant l'Administration communale à faire parvenir immédiatement les listes exactes de tous les hommes de 17 à 45 ans capables d'entrer au service militaire. Cette mesure est prise uniquement pour exercer le contrôle de présence.

J'ai assisté avec MM. Germain et Ernould à la fête de reconnaissance organisée par le Comité provincial en l'honneur de MM. Jackson et autres délégués des États-Unis, le 22 février, anniversaire de la naissance de Georges Washington, fondateur de la Grande République de l'Amérique du Nord.

Le tableau de M. G. Follet et les objets offerts gracieusement par Mademoiselle Andrée Arnold et les élèves de l'École dirigée par Madame Crahay ont été fort admirés.

Très nombreuse assistance.

Monsieur Van Hoegarden prononce un discours au nom du Comité de la Province de Liège; il donne ensuite la parole à M. Grégoire qui s'exprime au nom de la Province, à M. Kleyer, bourgmestre de Liège, au commis-

saire d'arrondissement de Waremmé, au comte de Liedekerke, représentant, qui lit le discours du commissaire d'Arrondissement de Huy, empêché, à un échevin de la Ville de Verviers, et à M. Debarsy, député permanent, qui détaille une composition en vers, parfaitement pensée et écrite.

À tous ces discours chaleureusement applaudis, M. Jackson répond par quelques paroles promettant la continuation de l'appui, tout en ayant soin de faire entendre en souriant que c'est avec l'autorisation intéressée des Allemands, mais il tient à dire qu'il est heureux de la fête de ce jour et de la manifestation des Liégeois envers son pays.

Toute l'assemblée qui était restée debout pendant le discours de Monsieur Jackson, applaudit très vivement et très longuement: il est visible que nos sentiments de gratitude sont aussi sincères qu'enthousiastes.

Monsieur Goossens prend 3 épreuves photographiques de l'assistance, une au magnésium et 2 ordinaires.

Le 23 février, reçu copie d'une plainte adressée au kreis-chef par M. Müllender contre un officier allemand en quartier à l'Hôtel du Luxembourg.

Le 25 février, arrivée de 9 cavaliers de la Landsturm, chargée du service de la gendarmerie.

Le 26, départ pour Grand-Halleux de la compagnie de travailleurs qui était logée route de Harzé.

Le commandant de place nous demande d'interdire à M. A. Pirotton, garde-forestier, d'exercer ses fonctions, d'après l'ordre du kreis-chef. Nous faisons remarquer que, ce garde ne dépendant pas de la Commune, il y a lieu de s'adresser à l'Inspection des Eaux et Forêts.

M. Pirotton a refusé de signer la déclaration exigée par les Allemands.

Le 28 février, reçu l'avis suivant du 5 février, du gouverneur impérial:

« Pour empêcher le doute, je renvoie à mon arrêté du 13 janvier 1915, concernant le logement à fournir sans indemnité, en faisant remarquer qu'il s'y agit non seulement de logement pour hommes et chevaux, mais aussi de locaux pour bureaux, chambres d'arrêts et de garde.

Tous les locaux doivent être éclairés, les logis également chauffés.

Le fourneau doit être également mis à la disposition pour être employé en commun; les chambres à coucher doivent contenir des couchettes; les écuries de la paille à litière.

En particulier, touchant l'étendue des fournitures à faire en cas de quartier sans indemnité, on s'en tiendra aux stipulations de la loi allemande sur les fournitures en quartier.

Les fonctionnaires des chemins de fer, des postes et de l'Administration civile jouissent des mêmes prérogatives. »

Le 1^{er} mars, la 3^e Compagnie de la Landsturm (Bataillon I de Brunswick) quitte Aywaille pour Stoumont; elle sera remplacée par la 4^e Compagnie venant de Comblain-au-Pont.

Le 6 mars, le kreis-chef nous informe qu'à partir du 1^{er} mars, un bureau de contrôle allemand fonctionnera dans l'Arrondissement de Liège :

- a) Les nationaux des États ennemis;
- b) Tous les hommes belges nés de 1892 à 1897;
- c) Les membres de la garde civique.

Le bureau est installé à Liège, Boulevard de la Sauve-nière, 30.

Le 6 mars, le Collège nomme M. David Cornet, ingénieur agricole, à Sougné-Aywaille, délégué-suppléant de la Commune au Comité Provincial de Secours et d'Alimentation.

Le 7 mars, reçu 3 affiches :

1°) concernant, grâce à l'appui des ambassadeurs d'Espagne et des États-Unis, l'entrée en Belgique des vi-vres, etc., on recommande la plus grande économie;

2°) un arrêté du gouverneur général impérial von Bissing sur l'importance des stocks de sucre de toute espèce et des semences de betteraves à sucre;

3°) une lettre du kreis-chef demandant de faire procé-der par le vétérinaire à la visite des chevaux et ce pour le 13 mars courant.

Le 9 mars, reçu de la Société Anonyme des Carrières de Sprimont, ancien Établissement Math. Van Roggen, la lettre dont copie ci-dessous :

« Dans le but de remettre en exploitation notre Carrière de Dieupart, nous nous occupons des dernières formalités à remplir pour l'installation du raccordement ferré sollicité à l'Administration des Chemins de fer de l'État et admis par cette dernière.

Comme vous le savez, nos carrières avaient été arrêtées avant la guerre par suite des transports difficiles et coûteux par axe, les-queux ne nous permettaient pas d'arriver à une exploitation rationnelle et économique. Même au pis-aller, ces moyens ne pourraient être actuellement employés, nos camions automobiles ayant été réquisitionnés.

Notre exploitation ne peut donc être utilement remise en ser-vice qu'après l'installation du raccordement. De cette façon, nous pourrions occuper notre personnel et soulager dans une large mesure une partie de la population de votre Commune.

Une attestation de votre part, Monsieur le bourgmestre, disant le bien que ferait la reprise du travail, hâterait le résultat des démarches que nous sommes occupés à faire pour notre raccorde-ment et nous obligerait. Nous nous permettons donc de vous demander cette attestation et, en vous remerciant à l'avance, nous vous présentons, etc. »

Réponse comme suit :

« Le bourgmestre de la Commune d'Aywaille soussigné déclai-re :

1°) Il ne sait absolument pas si la demande de raccordement en question a été accordée par l'Administration des chemins de fer;

2°) Il sait que, peu de temps avant la guerre, les travaux ont été suspendus à cause des transports difficiles et coûteux par axe;

3°) Il est évident que la reprise du travail dans les Carrières d'Aywaille serait avantageuse aussi bien pour la Commune que

pour les ouvriers. Du reste, le Collège échevinal cherche actuelle-ment les moyens de faire reprendre le travail par un accord avec les locataires des carrières communales. »

Le 10 mars, reçu du gouverneur général impérial une dépêche au sujet des instructions concernant la régle-mentation de l'expertise des viandes.

Communication est donnée à M. Detaille, médecin-vétérinaire agréé.

Reçu aussi lettre du gouverneur civil de Liège, D^r Vollmer, faisant défendre de communiquer avec les anciens commissaires d'arrondissement, ainsi qu'avec la Députation permanente.

Le Comité de Secours et d'Alimentation a choisi un nouveau local (chez M. Uldaric Lambotte). M. Arthur Terwagne accepte d'être membre du Comité, ainsi que MM. Camille Procureur, Joseph Jordan et Alexis Moureau.

Le Comité National nous avait annoncé qu'il cherche à favoriser la reprise du travail suivant les circonstances propres à chaque région.

Il engage notamment les Communes, afin d'occuper le plus de chômeurs possible, à faire effectuer des travaux d'utilité publique, tels que des travaux de voirie, de terras-sement, de défrichement, d'assainissement, etc.

À cet effet, le Comité National examinera les proposi-tions qui lui seront faites et s'efforcera de procurer, notamment aux Communes, les ressources nécessaires à l'exécution de ces travaux. D'autre part, si ses ressources le lui permettent, le Comité allouera un secours hebdo-madaire très modeste à l'ouvrier, à l'artisan, à l'employé de l'industrie ou de commerce, des deux sexes, ayant plus de 16 ans et moins de 65 ans, qui, vivant du produit de son travail, s'est vu privé de ce travail par suite de la crise provoquée par la guerre et se trouve actuellement dans le besoin. Il ne sera fait aucune distinction, pour l'allocation des secours, entre l'ouvrier syndiqué et celui qui ne l'est pas.

La mission d'organisation de ce nouveau service incombera aux Comités locaux de Secours et d'Alimen-tation, sous le contrôle des Administrations communales et avec la collaboration éventuelle des fonds de chômage ou des institutions diverses existant sur le territoire pour la bienfaisance, l'organisation et la prévoyance sociale. Ce sont ces Comités de Secours qui se chargeront également de la remise des secours, soit directement pour les sans-travail non-affiliés à un fonds de chômage, à un syndicat ou à une mutualité agréée, soit indirectement, par l'inter-médiaire de ces divers organismes pour les sans-travail qui en font partie.

Le 10 mars, le Collège écrit aux 3 délégués la lettre sui-vante :

« C'est le Comité local que nous avons chargé de faire le tra-vail réclamé par le Comité National de Secours et d'Alimentation.

Les états des travaux déjà effectués ou prévus et du nombre d'ouvriers employés à l'exécution de ces travaux sont préparés.

Nous conservons les listes nominatives des chômeurs et nous vous prions de venir dimanche prochain à 11 heures les examiner pour y ajouter les noms de ceux qui auraient été involontairement oubliés. »

Le 11 mars, reçu un subside de 6.092 frs pour l'enseignement primaire.

Le 12 mars, reçu du kreis-chef de Liège une circulaire nous invitant à faire imprimer aux frais de la Commune des certificats d'identité pareils à l'échantillon inclus. Chaque personne âgée de plus de 15 ans désirant quitter son domicile devra être munie de ce certificat, selon l'avis du gouverneur général du 18 février. Il faudrait faire imprimer ces formulaires le plus tôt possible et renvoyer l'échantillon avec 3 des formulaires.

Le 14 mars, M. Léon Ernould, ne faisant plus partie du Comité de ravitaillement, nous a remis les divers livres de comptabilité, etc.

Le 14 mars, reçu du kreis-chef un avis nous informant que dans toutes les Communes de l'Arrondissement, les habitants sont obligés de rentrer dans leurs demeures avant 9 heures du soir. Punitons, etc., pour les contrevenants.

Reçu également des affiches:

1°) concernant une bataille en Champagne;

2°) sur l'application de la nouvelle loi sur l'instruction primaire;

3°) les tribunaux militaires ont eu, ces derniers temps, à condamner aux travaux forcés pour tentatives de trahison un grand nombre de Belges qui avaient aidé leurs compatriotes soumis au service militaire, dans leur essai de rejoindre l'armée ennemie. Le gouverneur général impérial en Belgique met en garde contre semblables CRIMES (!!!) à l'égard des troupes allemandes, étant donné les peines rigoureuses qu'ils font encourir.

Le 15 mars, dépêche annonçant que la Société du Crédit Communal met à la disposition de la Commune la somme de 5.000 francs.

À partir du 16 mars, je n'inscrirai plus que les décisions et communications essentielles: pour le surplus ou les détails, on pourra recourir aux pièces, ainsi qu'aux registres n^{os} III, IV, etc., déposés à la Maison communale.

Le 16 mars, lettre aux représentants des syndicats, 13, rue Sœurs de Hasque, accusant réception de leur lettre du 9 mars concernant les secours à accorder aux chômeurs par le Comité National de Secours et d'Alimentation.

Le 19 mars, transmis au commandant de place une lettre de M. l'avocat Demoulin, au nom de Madame Schauer de Verviers:

« Comme elle compte venir habiter Aywaille au beau temps, elle voudrait que l'autorité allemande ne loge plus des militaires dans sa villa, ou du moins, plus aussi nombreux. Tout ceci, sous

réserve de réclamer ultérieurement à la COMMUNE une indemnité pour l'occupation de la villa. »

Reçu du commandant de place, lieutenant-colonel Jäger, la réponse suivante:

« C'est regrettable, mais le bataillon ne peut faire quitter la villa de Madame Schauer, Les soldats qui s'y trouvent sont de la Compagnie 27 du Chemin de fer. De plus, Aywaille a pour le moment tant de soldats qu'il n'est pas possible de les mettre dans une autre maison. »

Le 20 mars, réouverture des marchés qui avaient été forcément supprimés au mois d'août 1914.

Le 22 mars, envoi aux concessionnaires des Carrières communales de la proposition du Conseil, en date du 20 mars, concernant la reprise du travail.

Le 22 mars, reçu du lieutenant-colonel Jäger une lettre p. p.c. très polie: on voit que la fin de la guerre approche!!!

Le 23 mars, reçu du lieutenant de gendarmerie Henne (li Mohet) les 3 communications suivantes:

1°) Le commissaire de police doit avoir donné aux personnes volontaires, n'ayant pas encore été soldats, des avis qu'ils pouvaient quitter Aywaille pour aller chercher de l'ouvrage autre part; le commissaire de police ne peut plus faire de tels papiers.

2°) L'après-midi et le soir, il y a sur la place du Marché tout un attroupement d'hommes. Si nous en trouvons encore n'importe à quelle place, la patrouille de gendarmerie sévira.

3°) Je désire avoir une liste des personnes volontaires âgées de 17 à 30 ans.

Dépêche du kreis-chef du 24 mars concernant les certificats d'identité:

*« Commissaire de police et employés communaux ne peuvent en donner que des conformes au modèle prescrit; sinon, ils seront punis. C'est le bourgmestre qui est **responsable**. »*

Conformément à la loi du 26 mai 1914 concernant l'indemnité aux officiers de police judiciaire mise à charge des Communes du canton, la quote-part d'Aywaille est de frs. 105,90, pour l'exercice 1914: il sera donc porté un crédit spécial de cette somme sur l'excédent du budget des services généraux de l'exercice 1915.

En séance du 28 mars, le Collège autorise le receveur communal à emprunter à M. Jacques Brévers, de Chevron, cinq mille francs au taux de 4%.

Reçu lettre du kreis-chef du 6 avril, n^o 5219 informant que le jour anniversaire de la naissance du Roi des Belges, 8 avril, toutes manifestations, telles que processions, réunions, allocutions publiques, fêtes scolaires, etc., pavoisement des maisons par des drapeaux aux couleurs belges, sont interdites sans exception.

Le 9 avril, je me suis rendu à la convocation du commissaire impérial civil de l'Arrondissement de Liège. Lui ayant fait observer que, d'après la loi belge, les Communes de plus de 5.000 habitants (et c'est le cas pour Aywaille) correspondent directement avec Monsieur le gouver-

neur, il m'a dit qu'il le savait mais qu'il était délégué par le gouverneur pour s'entretenir avec moi. Il m'a dit qu'il y avait eu malentendu pour la lettre du 5 janvier. Il s'agit d'une autre lettre demandant de former le budget communal à soumettre à l'approbation de la Députation permanente.

Je lui ai expliqué les difficultés qu'il y aurait à l'établir maintenant: il ne pourrait être que fictif, etc., etc. Il a compris mes raisons et m'a demandé de les lui écrire officiellement, comme nous en avions parlé ensemble aujourd'hui. Je l'ai prié de m'envoyer une lettre à laquelle je répondrais: ce serait plus régulier et ma responsabilité serait à couvert... Il m'a compris et fera ce que je désire. Il a été très civil et nous nous sommes quittés d'accord.

Dans le cours de la conversation, il a fait allusion à l'argent qui nous est nécessaire pour le ravitaillement; je lui ai répondu que des personnes à qui j'ai rendu service nous faisaient des avances de fonds remboursables après la guerre.

Le 16 avril, reçu lettre du gouverneur civil impérial relative au paiement des indemnités aux familles dont les parents sont à la guerre et rappelant l'Arrêté du gouverneur général du 12 décembre 1914 abolissant toutes les lois belges concernant la milice et la garde civique.

Le même jour, dépêche du Commissaire Civil réclamant dans les 3 jours le budget de 1914, conformément à la lettre n° 180 du 5 janvier 1915, dont copie ci-après:

« Pour pouvoir juger de la situation financière des Communes spécialement à l'examen des demandes d'emprunt, il m'est nécessaire d'avoir des budgets des Communes. Je prie par conséquent MM. les bourgmestres de me faire parvenir les budgets de leur Commune pour l'année 1914. Il doit résulter du budget quel avoir et quelles dettes les Communes ont eu en 1914 et les montants des contributions encaissés.

En même temps, je vous prie de m'informer si, depuis le commencement de la guerre, dans l'une ou l'autre Commune, l'autorité allemande a mis arrêt sur de l'argent de la Commune considéré par elle comme fonds d'État. Si cela avait été le cas, veuillez donner le montant et en même temps désigner par qui et quand l'argent a été réquisitionné. »

Réponse sous le n° 1671:

Aywaille, 16 avril 1915.

Monsieur le commissaire impérial,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 12 avril courant, n° 170 et de celle de Monsieur le gouverneur du 15 janvier dernier, n° 180, dépêches qui me sont parvenues hier 15 avril.

La Commune d'Aywaille a 3 budgets séparés:

1° Aywaille-Dieupart; 2° Aywaille proprement dit; 3° Aywaille-Sougné.

Le budget de 1914 comporte:

Pour Aywaille-Dieupart

Recettes: frs 33.246,76

Dépenses: frs 33.164,58

Pour Aywaille proprement dit

Recettes: frs 71.980,74

Dépenses: frs 71.874,42

Pour Aywaille-Sougné

Recettes: frs 103.190,54

Dépenses: frs 102.889,08

Les recettes réalisées sont de frs 50.352,46

Les recettes à réaliser sont de frs 158.015,58

Les dépenses faites sont de frs 76.276,41

Les dépenses à effectuer sont de frs 131.651,67

Quant aux dépenses des réquisitions de l'armée allemande et des autres nécessités financières résultant des circonstances actuelles, elles ne pourraient être calculées qu'après la cessation des hostilités.

L'ensemble des dépenses sera donc de beaucoup supérieur aux recettes, d'autant plus que des recettes importantes, entre autres location de la chasse et location des carrières communales, seront probablement contestées; et les locataires refusant de payer, nous serons obligés de recourir aux tribunaux dont la procédure exige souvent une longue durée. Il faudra donc, pour compenser le déficit certain de 1914 trouver pour le budget suivant une forte recette réalisable.

Nous avons heureusement l'avantage de posséder des biens communaux de grande valeur, mais cette valeur ne peut être réelle qu'à la conclusion de la paix. En attendant, des personnes à qui j'ai rendu service nous font des avances de fonds remboursables après la guerre et nous ne devons pas avoir recours à des demandes d'autorisation d'emprunt.

Je joins à la présente la copie d'un reçu de 3.000 francs saisis le 14 août 1914 dans la caisse du receveur communal; cette somme ne constituait pas des fonds d'État, mais bien une recette communale.

Le 21 avril, lettre à M. Levers, chef de Division au Gouvernement provincial.

« En réponse à votre lettre du 17 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'import total des taxes communales prévues au budget de 1914, comporte une somme de frs. 36.535,85. »

Le 25 avril, reçu du kreis-chef une dépêche du 22, dont traduction ci-dessous:

« Les personnes sous-indiquées demeurant dans votre Commune:

1°) Tous les Belges masculins nés dans les années 1892 à 1897;

2°) Tous les membres de la garde civique;

3°) Toutes les personnes du sexe masculin ou féminin au-dessus de 15 ans, des pays qui sont en guerre avec l'Allemagne,

doivent se trouver à la Maison communale tous les 5 de chaque mois (jour ouvrable ou dimanche); donc pour la première fois le 5 mai, puis le 5 juin, ensuite le 5 juillet, et ainsi de suite, avant-midi de 9 à 11 heures (heure allemande).

Il est du devoir du bourgmestre de prévenir toutes ces personnes et de leur communiquer le contenu de l'avis. Un avis par affiche est insuffisant.

Les personnes à inviter sont celles habitant ordinairement la Commune, peu importe où elles ont leur domicile, pourvu qu'elles se trouvent souvent dans la Commune. Les personnes qui travaillent momentanément ou arrivées nouvellement dans la Commune doivent aussi être appelées.

Ceux qui sont empêchés doivent fournir un certificat médical

ou bien une preuve écrite avant, comme quoi ils sont exemptés.

Ceux qui ne se présenteront pas pour tout autre motif, seront punis sévèrement.

Le bourgmestre a pour devoir de se tenir au courant, afin de donner des renseignements sur les personnes qui doivent se présenter, sur le domicile des personnes manquant à l'appel et quand elles ont quitté la commune.

Le bourgmestre doit aussi pouvoir donner des renseignements justes sur les Allemands habitant dans sa commune.

Tous ceux qui doivent se présenter sont tenus d'apporter leurs papiers personnels.

Le bourgmestre doit être présent. »

Le 29 avril, reçu du commandant de place, capitaine Bach, la réponse suivante concernant une requête de Madame Schauer qui désirait être débarrassée des soldats en quartier dans sa villa :

« Les maisons laissées vides deviennent en premier lieu imposées pour les réquisitions ; c'est ainsi évidemment que la maison de Madame Schauer doit recevoir des soldats en logement si des troupes doivent encore venir ici. Dans les autres cas, la villa restera probablement libre de réquisition. »

Le 4 mai, reçu subsides de frs 3.865 et 535, pour l'instruction primaire.

Le 12 mai, demande au Crédit Communal d'un emprunt de 5.000 frs (t. le 5 juin) et autorisation au receveur d'emprunter 5.000 francs à Monsieur J. Dubois et 5.000 à Monsieur Urbain Libert (5%).

Le 15 mai, j'accompagne le capitaine de la Compagnie du Chemin de fer chez Madame Jaminon, accusée d'avoir mis à la porte un sous-officier et 2 soldats logés chez elle. Comme résultat de l'enquête, je finis par obtenir gain de cause en faveur de Madame Jaminon.

Le 31 mai, reçu demande des conseillers communaux MM. Polet, Lagasse, Cornet et Denoz pour une séance samedi 5 juin à 4 heures B.

Avec ordre du jour: « Examen de la situation financière de la Commune. »

Réponse négative avec explications.

Le 1^{er} juin, en présence du secrétaire, le bourgmestre me confirme pour une durée indéterminée, la délégation de ses pouvoirs qu'il m'a faite le 8 août 1914.

Le 16 juin, demandé au Crédit Communal un emprunt à court terme de 5.000 francs (somme touchée le 16 juillet.)

Le 18 juin, cantonnement en quartiers à Remouchamps d'un détachement de la 1^{re} Compagnie des travailleurs (chemin de fer): 50 hommes et 1 officier.

Par dépêche du kreis-chef du 19 juin, le bourgmestre devra tenir un registre indiquant les nom, prénoms, pro-

fession, lieu et date de naissance, nationalité des habitants qui demandent un certificat d'identité; donner à chaque carte un numéro d'ordre — pour les femmes mariées, nom du mari. Une seule carte peut être délivrée à chaque habitant — en cas de perte, il y a lieu de porter en tête de la nouvelle carte, duplicata, triplicata, etc., et donner le même numéro d'ordre que celui de l'originale. La photographie doit être de date récente et le bourgmestre veillera à ce que les cartes d'identité soient remplies avec la plus grande attention.

Par lettre du kreis-chef du 27 juin informant qu'il se commet beaucoup de vols et déprédations, le bourgmestre est invité à organiser une patrouille de 12 hommes au maximum. Les noms de ces hommes seront inscrits sur carton fort portant l'estampille de la Commune. Le bourgmestre est rendu responsable des actes posés par la patrouille et doit signer la carte... Le nom du chef de patrouille doit avoir un signe distinctif. Le carton-carte doit être envoyé au kreis-chef pour agrération.

J'ai en conséquence chargé le commissaire de police de recommencer le service de patrouille que j'avais fait organiser précédemment (agrération faite par le kreis-chef le 6 juillet suivant).

Le 1^{er} juillet, à la grande salle de la maison communale, séance du Tribunal militaire A. composé de 5 officiers.

Inculpé: Natalis Joseph, marchand de bois, à Remouchamps.

Témoins cités: Humblet Léon, marchand de bois et Crahay, A., secrétaire.

Condamnation de Natalis à 1.000 marks d'amende ou 200 jours de prison.

Lettres du 2 juillet du kreis-chef réclamant l'envoi à la D^e de la Garnison de Liège pour paiement de:

180 kilos pétrole	Mks 94,12
100 couvertures à 11 Mk. 20	Mks 1,120,00
150 kilos pétrole	Mks 78,44
10.000 kilos charbon	Mks 252,80
Total	Mks 1,545,36

J'avais répondu qu'avant de payer, je désirais savoir à qui et à quelles dates, les prestations dont il s'agissait avaient été fournies.

Ne recevant pas de nouvelles, je croyais l'affaire classée, mais, 3 mois après, nouvelle dépêche du kreis-chef réclamant le paiement de Mk. 1,599,61 au lieu de 1.545,36, sous peine de fortes amendes, etc., etc.

J'insistai à nouveau et fis une démarche à Liège. Le kreis-chef étant absent, avait chargé un capitaine de me recevoir: cet officier m'a exprimé l'étonnement de ma défiance envers eux; il m'a montré la liste de 20 à 30 Communes se trouvant dans le même cas qu'Aywaille, avec l'indication des fournitures, etc...

J'ai dû finir par céder, j'aurais pu réclamer à Son Excellence le gouverneur général impérial, Mais...

Le 6 juillet, réception de l'arrêté ci-dessous du gouverneur général impérial:

« Quiconque porte, expose ou montre en public d'une façon provocatrice des insignes belges ou quiconque porte, expose ou montre en public, même d'une manière non provocatrice des insignes d'autres pays en guerre avec l'Allemagne ou ses alliés est passible d'une amende de 600 marks au plus ou d'une peine d'emprisonnement de 6 semaines ou plus. Ces deux peines peuvent être réunies. »

Les contraventions seront jugées par les Autorités ou les Tribunaux militaires. »

Le 7 juillet, lettre du zivil-commissär, annonçant que la révision des listes électorales et les élections sont ajournées.

Le 10 juillet, me suis rendu à Liège avec le receveur communal pour l'argent des prestations militaires belges.

Le 15 juillet, départ de la Compagnie de Landsturm (Brunswick) remplacée par une de Ldst. Bamberg.

Lettre d'adieu du capitaine BACH me souhaitant, ainsi qu'à la Commune d'Aywaille un heureux avenir.

Le 17 juillet, départ de la III^e Compagnie des travailleurs cantonnée route de Dieupart. Clefs des bâtiments occupés remises à la police locale. Le secrétaire a vérifié le matériel et les meubles laissés dans les logements.

Le 20 juillet, je charge le secrétaire de demander à M. Hérion pourquoi on a, sans me prévenir, emprunté ma griffe pour 1^{re} et 2^e convocation de la Commission administrative de l'École industrielle.

À la suite d'un entretien avec M. Hérion, la Commission administrative sera convoquée pour le samedi 31 juillet: les 2 convocations précédentes seront considérées comme non venues.

Le 16 juillet, touché 5.000 francs dans les bureaux de la Députation Permanente à la suite de notre demande du 16 juin d'emprunt à court terme.

Le 26 juillet, reçu l'arrêté du gouverneur général impérial concernant la saisie des céréales propres à la fabrication des pains...

Le 29 juillet, reçu: 1^o arrêté du gouverneur général impérial informant qu'il est strictement défendu de pénétrer dans les terrains et sur les voies servant à l'exploitation des chemins de fer et surtout de franchir les voies ferrées à des endroits où le passage n'est pas expressément autorisé. — Amende de 300 marks,

2^o Arrêté concernant la défense de transférer son domicile sans autorisation, pour les personnes âgées de 17 à 50 ans.

Le 2 août, accusé réception d'une lettre recommandée de M. le notaire Collard pour une demande de M. Terfve en restitution d'une somme versée en octobre 1914 à compte sur la location de la chasse.

En séance du 4 août, le Conseil: 1^o adresse au Crédit Communal une demande d'emprunt à court terme de 5.000 frs (somme touchée le 27 août);

2^o autorise le receveur à emprunter 1.000 francs à M. Georges Mouton; 5.000 à M. J. Delbouille, 5.000 à M. J. Dubois et 5.000 à M. Huwart-Dumont.

Le 6 août, reçu du kreis-chef dépêche informant que les bourgmestres ont, dans tous les cas, besoin de son autorisation pour l'affichage public de leurs arrêtés. Un sceau spécial sera mis sur les affiches qui lui auront été soumises. Tous les avis et proclamations de l'autorité allemande doivent toujours être affichés à la même place et qu'ils soient très lisibles, tout en étant protégés contre les enlèvements ou dégâts.

Les contrevenants seront punis.

Le 12 août, classement des bons de réquisition de l'armée allemande.

Le 16 août, reçu du capitaine Thiermann (Meldeamt) lettre suivante:

« Après 5 mois de fonctionnement du contrôle, il y a encore des miliciens des années 1892 à 1897 qui habitent leurs Communes sans avoir été portés sur les listes ou convoqués aux jours de contrôle. »

Les bourgmestres sont invités à faire de sérieuses recherches.

S'il était reconnu plus tard que des jeunes gens des classes susdites n'avaient pas été contrôlés, je supposerai que des bourgmestres les ont cachés avec intention. Cela peut avoir pour le bourgmestre et pour la Commune les plus graves conséquences. »

Le 23 août, grâce à mes démarches et à la bienveillance du commissaire civil de l'Arrondissement, nous avons obtenu la restitution des 3.000 francs prélevés de la caisse communale le 14 août 1914 par un colonel allemand.

En séance du 1^{er} septembre, le Collège adresse au Crédit Communal une demande d'emprunt à court terme de 5.000 frs (somme touchée le 24 septembre).

Le 9 septembre, le commandant de place nous informe que le kreis-chef s'oppose à ce que M. Henfling fasse plaquer une affiche relative aux soldats prisonniers.

En séance du 15 septembre, le Collège autorise le receveur à emprunter 5.000 francs à M. Sandron et 5.000 francs à M. J. Keppenne.

Le 20 septembre, reçu lettre suivante du Deutsches-Meldeamt Landkreis de Liège:

« À partir du 1^{er} novembre prochain, tous les Belges nés de 1885 à 1898 inclusivement sont obligés de venir au contrôle — plus de distinction entre garde civique et milice — fournir liste pour le 1^{er} octobre, de tous les Belges du sexe masculin nés de 1885 à 1898, peu importe qu'ils soient de la garde civique non active, désignés ou non désignés. »

Les officiers de la garde civique, si même ils dépassent l'âge de 30 ans, devront figurer sur une liste spéciale. »

Le 21 septembre, reçu arrêté du gouverneur général impérial concernant le répression des abus commis au préjudice des personnes germanophiles.

Le 21 septembre et jours suivants, me sont signalés des cas de stomatite aphteuse dans la Commune. Les mesures nécessaires ont été prises en conséquence.

ÉPILOGUE

Ici s'arrêtent les mémoires laissés inachevés par le ff. bourgmestre d'Aywaille.

Le mardi 18 janvier 1916, quittant son domicile pour aller à ses occupations de bourgmestre et de médecin, le D^r J. Thiry tombait sur la route de Dieupart, foudroyé par une embolie.

La veille de sa mort, il avait encore travaillé jusqu'à une heure avancée aux pages de ce recueil.

Le dimanche 16, il avait convoqué et présidé au Kursaal des Sports une réunion publique pour la création de la soupe scolaire.

Ci-après la convocation qui fut affichée à cette occasion.

Avis

«Les habitants de la Commune se sont toujours distingués par leur esprit de solidarité.

Le bourgmestre est donc certain de ne pas faire en vain appel au concours des personnes de bonne volonté pour l'institution d'une œuvre éminemment utile, l'œuvre de la soupe scolaire.

Il faudrait, comme pour les Écoles d'Awan, un Comité pour Nonceveux, pour Sougné, pour Kin et pour Aywaille (centre).

La réunion préparatoire se fera dimanche 16 courant, à 3 heures (heure centrale) au local DELHEZ, route de Comblain.

Les dames et demoiselles sont spécialement invitées à y assister.

Le Bourgmestre, D^r THIRY

La mort l'empêcha de voir le développement de son projet charitable.

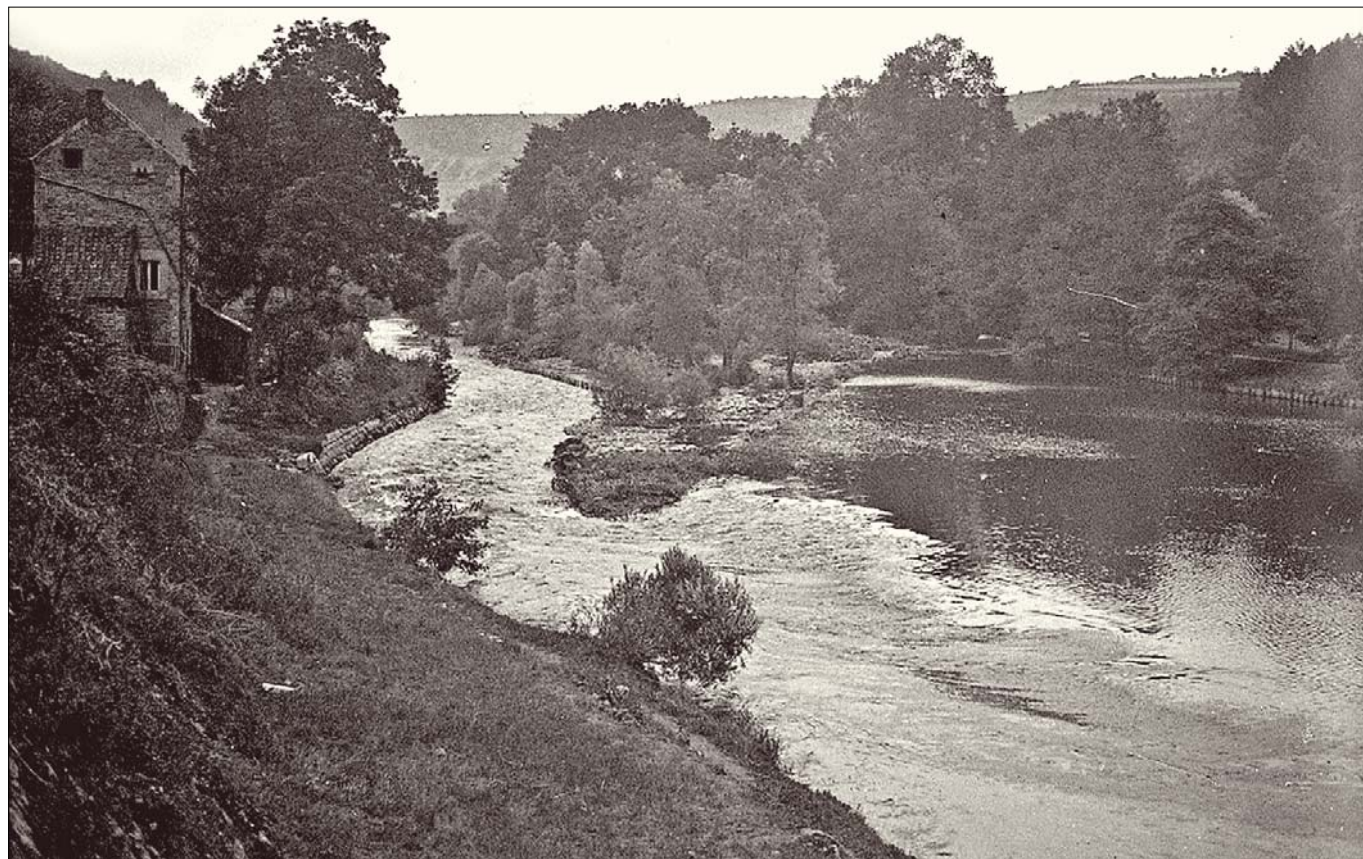
Les funérailles du regretté bourgmestre eurent lieu le vendredi suivant, au milieu d'une affluence extraordinaire: plus de trois mille personnes défilèrent devant le catafalque couvert du drapeau national.

Au premier rang, on remarquait avec surprise le gouverneur militaire de la Province, von Uslar-Gleichen et ses deux aides de camp. L'hommage de l'ennemi même ne lui avait pas fait défaut.

Après l'armistice, le Gouvernement belge reconnut la conduite patriotique de ce bourgmestre, tombé, on peut le dire, au champ d'honneur, en lui accordant, à titre posthume la croix civique 1914-1918 de 2^e classe (Arrêté Royal du 29 janvier 1921).

De son côté, la Commune d'Aywaille a donné à sa plus belle place publique le nom de son bienfaiteur. (1)

(1) Néanmoins, on n'a pas encore trouvé le temps d'apposer les plaques nouvelles. Mon père, qui se montrait fort sceptique quand on lui parlait de la reconnaissance publique, doit être heureux d'avoir eu raison jusqu'au bout...



— L'Ambève en aval d'Aywaille en juillet 1919.

